2,50 F
MAROC : 2,80 DIRHAM

Combat SOCIALISTE

N° 11 MERCREDI 11 MARS 1981



Après le succès de leur grève

Les instituteurs décidés à poursuivre leur action

(PAGE 11)

Chirac veut sauver la droite

ZORRO EST ARRIVE

(PAGE 3)

Pêche: négociations cruciales à Bruxelles

(PAGE 6)

Une exposition franco-allemande pour les jeunes

HITLER A NAZISME DECOUVERT

(PAGE 10)

Un entretien avec Jeanne Cordelier

«On ne choisit pas d'être marginal»

(PAGE 14)

Nouveau tournant de la politique américaine

REAGAN VEUT ARMER LA RESISTANCE AFGHANE

La décision du président des Etats-Unis sera suivie rapidement d'effets pratiques. L'aide militaire américaine aux résistants de l'Afghanistan neutralise du même coup les démarches des pays non-alignés pour une solution politique de la crise.

(PAGE 7)



Les rebelles afghans étaient contraints de capturer des armes sur les soldats soviétiques. Ils recevront désormais l'aide américaine. (Photo AP)

Revel et «l'Express» contre l'Unesco

LA droite a enfourché ses grands chevaux pour partir, cette fois, à l'assaut de l'Unesco.

Dans un éditorial intitulé « l'Internationale du mensonge », qu'étaye un dossier prétendument objectif, Jean-François Revel dénonce dans *l'Express* de cette semaine *« l'installation d'un système mondial de censure de l'information »*, sous le patronage de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

Le titre est calomnieux ; les accusations, gratuites et malveillantes. Sous le prétexte que l'Unesco serait devenue *« un outil de la pensée totalitaire »* — et pourquoi pas du KGB? — Revel prétend faire de cette organisation internationale le haut lieu des déchaînements collectifs du tiers monde contre la politique et les principes de l'Occident. Sonnez aux vents, croisés!

Pour soutenir sa thèse fracassante, Revel déforme les faits. C'est ainsi qu'il parle d'un rapport préparatoire de l'Unesco sur la liberté d'information alors qu'il s'agit, en fait, d'un rapport sur la protection des journalistes. Ce rapport n'a pas été établi à la demande de l'Unesco, comme il l'affirme, mais à la demande des deux principales organisations internationales des journalistes : la FIJ, établie à Bruxelles, et l'OIJ, établie à Prague. L'Unesco n'a été que la structure d'accueil de ce large débat d'idées, qui nous concerne tous. Pas seulement les patrons de la grande presse qui ont, de l'objectivité de l'information, une notion qui n'est pas nécessairement celle de tous les journalistes.

Parler de la nécessité d'un nouvel ordre international de l'information sonne mal aux oreilles des puissants. Créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Unesco est aujourd'hui un organisme international où les Etats du tiers monde, jusqu'alors colonisés par l'Occident, sont prédominants. Pour la plupart sans ressources ni structures, ils n'ont pas les moyens de se faire entendre sur la scène internationale. Ce sont les grandes agences de presse qui continuent à dominer l'information, au profit des pays industrialisés de l'Ouest comme de l'Est.

L'Unesco veut aider ces pays en voie de développement à établir un nouvel équilibre mondial de l'information, sans censure ni contraintes. Quoi de plus légitime!

Ce n'est pas un bon cheval que Jean-François Revel a choisi pour la nouvelle croisade. Mais une rossinante. Aucun autre organisme international dans le monde n'a fait autant que l'Unesco pour la défense de la liberté et de la culture.

Edouard BAILBY

LETTRES OUVERTES

Giscard m'a dit en songe...

J'AI fait la nuit dernière un rêve bien étrange. J'étais à l'Elysée, face à Giscard. Je décidai aussitôt de lui poser quelques questions :

— **Pensez-vous être réélu ?**

— Si les Français tombent dans le panneau que je vais leur tendre, j'ai mes chances.

— **Quel panneau ? Vous ne comptez donc pas débattre normalement avec les autres candidats des grands choix proposés au pays ?**

— Surtout pas.

— **Pourquoi ?**

— Parce que le bilan de mon septennat est mauvais ; je dirais même sur certains points catastrophique. Et je n'ai pas d'autre politique à proposer...

— **Alors ?**

— Alors je vais m'efforcer de brouiller les cartes.

— **Comment ?**

— Mais tout simplement en appliquant la bonne vieille recette que la droite utilise à toutes les élections : le chantage à la peur, au désordre.

— **C'est malhonnête...**

— C'est absolument malhonnête.

— **Ça ne vous grandit pas.**

— Vous savez, la grandeur et moi...

— **Pourtant, rappelez-vous : vous disiez, il y a quelques semaines, que vous souhaitiez un débat de haut niveau et empreint de dignité.**

— Mais, mon pauvre ami, c'était pour amuser la galerie. Depuis le temps que vous me connaissez, vous devriez savoir qu'entre l'image que je veux donner de moi-même — celle d'un chef d'Etat bienveillant et ouvert au dialogue — et la réalité, il y a un abîme. Ma première arme dans cette campagne, ce sera de remuer des épouvantails : le désordre dans l'économie, dans les entreprises, dans la rue, Mai 68, les communistes qui installeront des goulags partout, les chars soviétiques sur les Champs-Elysées, si Mitterrand est élu... Voilà mes arguments. Je fais d'ailleurs préparer pour cela des brochures et un film de politique-fiction dont vous me direz des nouvelles...

— **Ça vole bas.**

— Très bas. J'ai construit toute ma carrière sur des coups bas. On ne change pas une tactique qui gagne...

— **Pourtant, cette fois, il se pourrait bien que ça ne prenne plus...**

— J'oppose à votre hypothèse un démenti catégorique et j'ajoute méprisant.

François SOREL

Météo Doux avec des pluies

Mardi : persistance du temps doux et humide sur la moitié nord de la France. Dans le Sud le temps sera encore beau avec des températures relativement élevées.

Mercredi : nuages et pluies plus fréquents sur la moitié nord tandis que dans le Sud le soleil continuera de briller. Du vent en Manche, assez violent par endroits. Les températures continueront d'être anormalement élevées pour la saison sur l'ensemble de l'hexagone.



A propos du nucléaire

A l'heure actuelle, dans le domaine économique, l'énergie est un point crucial. Le pouvoir en place et la Cogéma (maîtresse d'œuvre du retraitement des déchets à la Hague) bafouent l'information dans ce domaine. La technologie actuelle : « emballage » des déchets dans des containers spéciaux en plomb, la vitrification, la résinification de ces déchets, etc., ne répond pas à la sécurité demandée. Cela représente un danger important pour l'humanité pour de longues années. D'autre part, cette usine n'est pas capable de retraiter les déchets français, belges, hollandais, allemands et japonais. On parle déjà d'une nouvelle usine de retraitement à Pierrelatte.

Qu'a dit la presse sur le dernier incendie dans un silo de l'usine de la Hague ? A-t-on entendu parler à la télévision du rachat par la Cogéma du lait à 20 km à la ronde autour de l'usine, ce dernier étant inapte à la consommation ?

Par ailleurs, le pouvoir en place censurant l'information, je pense que notre journal devrait faire un article spécifique sur le réacteur surgénérateur : le Super-Phénix de Creys-Malville. Encore un danger très grave pour l'humanité : la plus belle bombe nucléaire mondiale en chantier. Ce surgénérateur brûle du plutonium, le fluide de refroidissement est du sodium fondu ; ces deux composantes sont extrêmement dangereuses et personne n'en parle. Je compte sur notre journal pour parler de la vérité au grand jour.

Pierre AUBRY
Isère

Vivre dans une petite commune

C'est un maire d'une petite commune rurale de la Mayenne qui vous écrit.

D'abord bravo à *votre journal,* à sa présentation, à son analyse, à sa tribune réservée aux lecteurs... Je me permettrai de vous suggérer de porter l'accent sur la crise économique qui touche maintenant *toutes les petites communes.* Causes premières : inflation, chômage grandissant, inquiétude de plus en plus grande... Je voudrais prendre trois exemples correspondant aux réflexions d'administrés faisant part de leurs soucis...

Premier exemple : jeune couple d'ouvriers voulant construire en zone rurale ; hélas pour eux l'insécurité de l'emploi, bas salaires, attente fort longue d'un prêt construction (bien sûr avec toutes les retombées sur le commerce local).

Deuxième exemple : jeune couple d'agriculteurs voulant s'installer ; hélas pour eux pas de terre disponible ou à quel prix ! Et alors en dettes jusqu'au cou (bien sûr avec toutes les retombées sur le commerce local).

Troisième exemple : petits agriculteurs qui voient leur revenu se détériorer (que ce soit le prix du lait ou de la viande *à la production,* avec toutes les retombées sur le commerce local).

Je pense qu'il serait bon de consacrer une part importante à l'agriculture *aussi bien dans votre journal qu'au plus haut niveau pendant la campagne électorale.*

Le monde rural a toujours eu l'impression d'être délaissé par les partis de gauche. A mon avis ce serait une erreur.

BAZIN
Mayenne

LES PETITES ANNONCES DE Combat

Petites annonces classées :

- Offres d'emploi
  forfait 4 lignes ..... 75,00 F TTC
  ligne supplémentaire ..... 25,00 F TTC
- Demandes d'emploi
  forfait 4 lignes ..... 35,00 F TTC
  ligne supplémentaire ..... 15,00 F TTC
- Immobilier, automobiles et divers
  forfait 5 lignes ..... 100,00 F TTC
  ligne supplémentaire ..... 25,00 F TTC

10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

Faites ce geste pour la victoire

Vous le savez, le PS n'a pas les moyens de Giscard. Alors, pour gagner, le PS a besoin de vous. Le geste à faire : renvoyer, avec votre versement, le bon qui figure ci-dessous.

Ce geste-là, si vous êtes nombreux à le faire, peut avoir une influence décisive sur l'issue de notre combat.
Le Parti socialiste compte sur vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

Mots croisés

PROBLEME N° 13

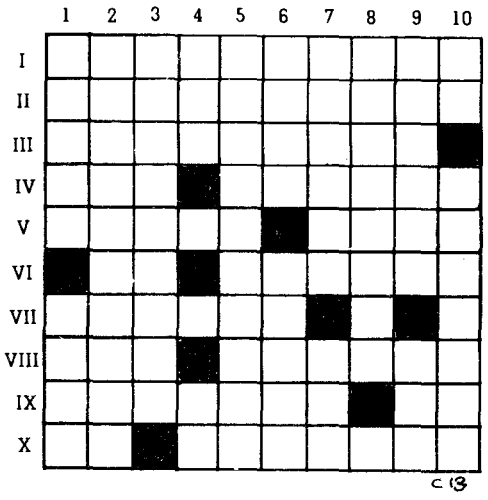
Horizontalement — I. Offre aux conducteurs une protection assez mince. — II. Collection de pièces. — III. Auteur de conjurations. — IV. Terre. Entreprise. — V. Du balai ! Mesure pour corps gras. — VI. Dont on a pris connaissance. Sur le champ. — VII. Se met à table pour quelques coups. — VIII. Fait effet. En voilà un qui en a croqué ! — IX. Division chirurgicale. Symbole pour bijoutiers. — X. En plein cœur. Oblige certains patrons à mettre des gants.

Verticalement — 1. Pourrait couper le moka, mais sert surtout à l'amok. Robin, par exemple. — 2. Menace la droite ou la gauche, mais évidemment pas les deux. — 3. Bien reçue. — 4. Cela. Divinité. — 5. Un mauvais échappement les fait fâcheusement remarquer. — 6. Début d'alternative. Sandwich de grammairiens. — 7. A l'eau pure et le Beaujolais nouveau. Politique éphémère. — 8. Embarras de la rue. — 9. Il lui arrive d'en écraser ! Barbu blond. — 10. Adverbe. A l'abri.

SOLUTION DU N° 12

Horizontalement — I. Traquenard. — II. Pulluler. — III. Apaisa. — IV. Var. Riom. — V. Esther. M'ba. — VI. Europe. — VII. Lèse. Matra. — VIII. Id. Ria. Roi. — IX. NEP. Rimeur. — X. Galvanisée.

Verticalement — 1. Travelling. — 2. Pas. Edéa. — 3. Apartés. PL. — 4. Qui. Huer. — 5. Ulster. Ira. — 6. Ela. Romain. — 7. Nu. Pa. Mi. — 8. Altimètres. — 9. Ré. Ob. Roue. — 10. Dromadaire.



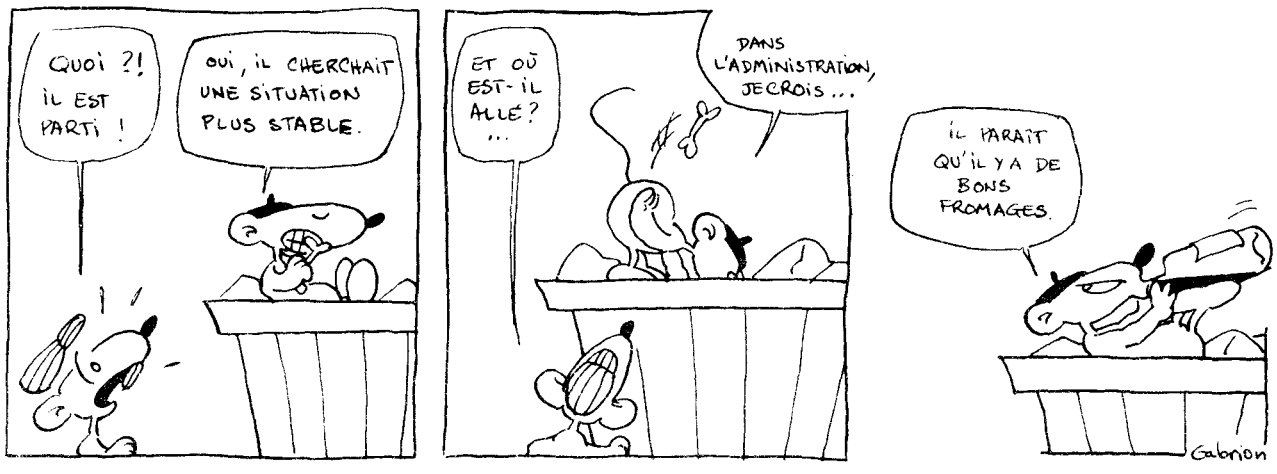
Combat
SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Gabrielle Rolin**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick du Cheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Impression : P10, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52234.

Rat-le-bol



Giscard contre la démocratie

«Faisons un rêve»

L'attitude constante de la droite est sa volonté de toujours combattre les partis. Valery Giscard d'Estaing n'a pas rompu avec cette tradition si bien ancrée. Mais qu'est-ce donc d'autre, un parti, que l'expression même de la démocratie?

ON se doutait bien que quelque chose n'allait pas bien, dans ce pays, depuis plusieurs années. Maintenant on connaît les coupables : ce sont les partis. Le citoyen-président-candidat ne nous l'a pas caché, dans le message qu'il a daigné adresser à son peuple. L'antienne n'est pas nouvelle. C'était déjà — on s'en souvient — le thème favori de Pétain, et M. Edmond Giscard d'Estaing, le père, a écrit à ce sujet des pages inoubliables lorsqu'il vantait les mérites de la Révolution nationale.

Au cœur des débats actuels

Il est vrai qu'il n'était pas seul. Combattre les partis, les dénigrer toujours et, quand on peut, les interdire, c'est l'attitude constante de la droite, son obsession, depuis les origines de la démocratie. Et beaucoup d'hommes ou de journaux de gauche ont laissé faire : les mouvements sociaux, la vie associative, la démocratie du quotidien ont meilleure presse que les partis organisés. Encore faudrait-il nuancer : parler des partis, en général, n'a pas grand sens. Une enquête récente du *Nouvel Observateur* indique que 22 % seulement des Français font confiance « aux partis politiques ». Mais 48 % font confiance au Parti socialiste. Bref, la droite ne fait pas confiance à ses propres partis : qui pourrait le lui reprocher ? Elle les a faits, elle sait ce qu'ils valent.

Gageons pourtant que ce n'est pas l'activité de Jean Lecanuet et de ses troupes qui inquiète Valéry Giscard d'Estaing. Son propos va plus loin. C'est l'idée même de parti, telle qu'elle existe dans notre pays, telle qu'elle est reconnue explicitement par la Constitution, qui provoque sa colère et sa hargne. Il a raison : cette question est au cœur des débats actuels, au cœur du débat de l'élection présidentielle.

Quel est le rêve de Giscard ? Sa devise est celle qui, selon Camus, guide le destin du dandy : « *Vivre et mourir devant un miroir* ». Le miroir du président, c'est le peuple. Mais le peuple indistinct, éclaté, morcelé en millions d'individus solitaires, sur lesquels planent les médias, l'œil lumineux du pouvoir. Un peuple gavé de fausses nouvelles et d'anecdotes insipides, manipulé par la presse, les sondages, les médias aux ordres. Un peuple auquel on demande, non sans répugnance, un vote tous les sept ans, pour qu'il vous confie le pouvoir, tout le pouvoir.

On le rendra, bien sûr, « dans l'état où on l'a trouvé ». C'est la moindre des politesses. Mais que ce peuple, en attendant, « *ne fasse pas de politique* ». D'autres en feront à sa place, et pour lui. Il n'y aura qu'un parti, celui de l'argent. Et c'est ainsi presque partout. Nous avions déjà, ici ou là, des maires « *apolitiques* », des conseillers généraux « *apolitiques* ». M. Barre, chacun le sait, « *ne fait pas de politique* ». Voilà qu'à son tour le président s'en défend avec dégoût. Il ne restera bientôt plus que François Ceyrac...

« Un parti »

Imaginons, pourtant. Faisons un rêve, nous aussi. Imaginons que des dizaines, des centaines de milliers d'hommes et de femmes, dans toute la France, sentant que leurs problèmes sont communs, décident d'y remédier ensemble. Qu'ils s'organisent par petits groupes, au niveau local, puis se fédèrent, fixent par des votes leurs objectifs et élisent leurs responsables. Que, loin de se limiter à l'horizon immédiat, ils acquièrent, par la discussion, l'étude, l'expérience du combat, une vision globale du destin de notre pays et du monde, en même temps qu'une philosophie de l'histoire et un idéal humain.

Que, portés par les générations successives qui ont cru en cet idéal, ils soient fiers de leur œuvre, de leur anciens, de leur drapeau. Qu'une même pensée et que les mêmes grands principes guident celui qui agit au sommet de l'Etat et le jeune maire, dans sa petite commune. Et qu'ainsi ce qui traverse la société, (les aspirations, les revendications, le mouvement même de la vie), et ce qui se passe au gouvernement, au Parlement, à l'Elysée, soit sans cesse confronté, enrichi, dans une structure souple et vivante, qui relie sans cesse le haut et le bas... Et que le peuple, au lieu d'être appelé à plébisciter un monarque, choisisse ainsi les projets, les programmes, les avenirs différents que lui proposent ceux qui, dans ses rangs, ont choisi de lutter non pour eux-mêmes mais pour tous... On appellerait cela d'un vieux mot français, un « *parti* ». C'est à réinventer. Comme la démocratie, comme la République. Mais il n'est que temps d'y penser.

Pierre GUIDONI



A «Cartes sur table»

Chirac contre le «candidat UDF»

Invité lundi 9 mars de « Cartes sur table », Jacques Chirac a réservé ses principales attaques à celui qu'il a appelé « *le candidat de l'UDF* ».

S'ESTIMANT être « *le mieux à même de battre François Mitterrand* » au second tour de l'élection présidentielle et persuadé d'être présent au second tour, il a déclaré : « *Une grande déception a marqué les Français. M. Valéry Giscard d'Estaing a été élu en 1974 d'extrême justesse et l'on ne rencontre pas de gens qui disent qu'ils voteront pour lui. Ce que l'on peut craindre, c'est que les Français, après avoir essayé Giscard, ne soient tentés d'essayer Mitterrand.* »

Le candidat gaulliste propose « *une nouvelle voie différente de l'échec de l'un et des risques de l'autre* ».

Insistant sur la politique étrangère de la France, dont « *la caractéristique est d'être toujours d'accord* », il a regretté que la « *voix de la France n'ait plus l'autorité qu'elle a eue... le président de la République n'a cessé de faire des propositions qui n'ont pas eu de suite* ».

Et moi, et moi, et moi...

IL serait presque attendrissant, ce petit corrézien, dans son ardeur à pointer son museau entre les futurs finalistes. Le cheveu plaqué, la cravate ajustée, le visage déterminé comme un chef d'Etat qui ne se laissera pas écraser les orteils, et l'œil fixé sur la ligne bleue des sondages, il pousse sa chansonnette à la Dutronc-la-Joie : *Et moi, et moi, et moi...*

Sa stratégie est clairement affirmée : il veut refaire, à Giscard, le coup de Chaban. Le pari est gros quand on barbotte, comme Chirac aujourd'hui, dans les basses eaux des sondages. Mais en 1974, avant qu'il ne regarde la France au fond des yeux, la cote de Giscard était telle que même les risque-tout de la Bourse n'aurait pas misé un kopeck sur lui.

Cependant, quand il s'agit de sauvegarder son mobilier, la droite a un sixième sens. Elle a senti, alors, qu'au candidat de la nouvelle société elle devait préférer celui de l'ancien régime. Elle en oublia même, l'inconsciente, qu'elle était en train d'élire celui qu'elle avait tant de fois voué aux enfers : le ministre de l'Economie et des Finances. Et plouf ! Chaban...

Chirac a retenu la leçon. Il fait classer par pertes et profits le fait qu'il a, obstinément, soutenu Giscard pendant sept ans et il bâtit sa démonstration : le candidat de l'UDF présente un bilan de faillite et, tout naturellement, les Français vont le renvoyer à ses châteaux. Cela, pour Chirac, c'est une évidence. Alors, va-t-on laisser le terrain libre à François Mitterrand ?

Frémissement dans les chaumières, angoisse dans les conseils d'administration. Le doute s'installe, la suspicion effrite les certitudes. Giscard battu ? Vous croyez que c'est possible ? Ce n'est pas « possible » tonne Chirac, « c'est sûr ! ».

Il est, pour l'heure, le seul a affirmer cette certitude. Mais il a compris que son meilleur argument était de faire trembler les portefeuilles. Et il en rajoute, le mâtin !

Il oublie une chose, pourtant. En 1974, Chaban-Delmas s'était effondré, aussi, pour une raison annexe qui ne fut pas superfétatoire : il avait, parmi les siens, un troisième couteau, un traître du dernier acte, qui complota sans remords avant de passer à l'ennemi. Ledit félon s'appelait Jacques Chirac.

C. G.

• **Michel Crepeau,** candidat du MRG à l'élection présidentielle, a déposé une proposition de loi visant à offrir aux citoyens l'initiative d'un référendum ou d'une loi, a indiqué lundi un communiqué de son service de presse. Il marque ainsi sa « *volonté de rendre aux citoyens leur plein droit de participer aux décisions* ».

• **Huguette Bouchardeau,** candidate du PSU à l'élection présidentielle, a affirmé lundi, à propos du Salon de l'agriculture : « *Ce salon fait rêver les petits agriculteurs sur le beau matériel hors de leur portée tout en leur faisant croire qu'ils ont les mêmes intérêts que ceux qui l'utilisent.* »

Mercredi 11 mars

Mitterrand rencontre la presse

Au lendemain des interventions télévisées de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand doit tenir une conférence de presse à l'hôtel Intercontinental, à Paris, le mercredi 11 mars. Il doit notamment présenter les principaux responsables et les grands axes de sa campagne, ainsi que le calendrier de ses déplacements.

Mitterrand : 53 %

François Mitterrand l'emporterait au second tour face à Valéry Giscard d'Estaing, selon un sondage « Indice Opinion » que publie mardi 10 mars le quotidien *le Méridional*. François Mitterrand obtiendrait en effet 53 % de suffrages au second tour. Tandis qu'au premier tour les principaux candidats obtiendraient respectivement : Giscard 24 %, Chirac 18 %, Mitterrand 18 %, Marchais 16 % et Debré 3 %.

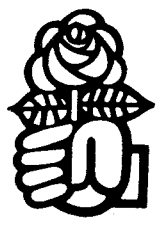
Krivine : tout faire pour chasser Giscard

Alain Krivine, candidat de la Ligue communiste révolutionnaire, a affirmé lundi soir qu'il fallait « *tout faire pour battre Giscard... la défaite de Valéry Giscard d'Estaing constituerait la première victoire de la gauche et une étape indispensable pour la relance des luttes et le déblocage d'une société française sans espoir* ».

Poussons-le !...

Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, ancien ministre des Affaires étrangères, écrit dans sa lettre mensuelle : « *Voilà sept ans que le gouvernement de la France se fait à la va comme je te pousse.* » « *Il a été,* dit-il, *marchand d'illusions et interprète en médiocrité... Nous n'en sommes pas morts mais l'ère des interprètes défaillants, si elle se prolonge, finira par atteindre au cœur ce destin neuf de la France.* »

Spécial P.S.



Débats et colloques

• **Samedi 14 mars.** Colloque « Aménagement et territoire » (de 9 h 30 à 17 h 30, à l'Assemblée nationale, 128, rue de l'Université, au troisième bureau), avec la participation de Michel Pezet. Deux thèmes seront principalement abordés : « Le pouvoir régional, pour quoi faire ? », « Un projet socialiste d'aménagement du territoire ».

Divers

• **Jeudi 11 mars.** Réunion des maires socialistes avec la participation de Pierre Mauroy, sur le thème : « La sécurité », (à 11 heures, à l'Assemblée nationale, huitième bureau).

• Tribune libre du Parti socialiste, sur Antenne 2, à 19 h 40.

• François Mitterrand au Salon de l'agriculture, à 10 h 30.

• François Mitterrand sera à l'arrivée de l'étape de la course cycliste Paris-Nice, à Château-Chinon, à 16 h 30.

Un entretien avec Antoine Sanguinetti

L'Europe entre les deux impérialismes

En 1976, le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti fut rayé des cadres par mesure disciplinaire. Il disait trop haut ce que beaucoup pensait tout bas. En publiant aujourd'hui *le Devoir de parler*, Antoine Sanguinetti lance un véritable appel à la résistance. Il en donne les raisons à *Combat socialiste*.

— *Pourquoi* le Devoir de parler ?

— La plupart des gens qui ont accès à des dossiers ne parlent pas. Ainsi, on a tenté de persuader les militaires qu'ils n'avaient pas le droit de s'exprimer. En fait, la loi ne les en empêche pas. Mais l'Etat dispose de moyens de pression terribles sur eux : ils sont le seul corps de la nation qui ne soit pas syndiqué.

Le titre du livre *le Devoir de parler* est emprunté au général allemand Bastian, sanctionné en janvier 1980 pour avoir pris position contre la modernisation de l'OTAN et les missiles Pershing-2. Bastian a justifié son geste par le devoir d'exposer ses pensées plutôt que les garder en son for intérieur.

— *De Gaulle voulait l'indépendance de la France. Pensez-vous que Valéry Giscard d'Estaing ait poursuivi ce même objectif ?*

— L'indépendance, c'est la liberté de décider. Si l'on croit à des valeurs supérieures à l'argent, elle peut aller, en tout cas à court terme, contre les intérêts économiques ou financiers de la nation

Beaucoup de pays luttent aujourd'hui pour leur indépendance. Ils se heurtent à deux énormes entreprises d'asservissement des peuples. L'entreprise soviétique d'abord, bien connue. Mais aussi celle dont on ne parle jamais en Occident,



Antoine Sanguinetti, un « retraité » qui gêne... (Photo Pascal Lebrun)

l'entreprise américaine.

— *En quoi les Etats-Unis, qui se proclament défenseurs de la liberté, pourraient-ils entraver la liberté d'autres Etats ?*

— Le concept américain de liberté, au nom duquel ils se sont chargés de la défense de ce que l'on appelle le « monde libre », c'est l'idéologie économique de libre entreprise. Il comporte donc en soi une atteinte formelle aux droits de pensée, d'expression, et de choix politique.

— *L'Europe est-elle en passe de devenir, comme l'Amérique du Sud, une chasse gardée des Etats-Unis ?*

— C'est fait ! L'OTAN a favorisé en Europe une mainmise économique des Etats-Unis qui leur permet d'agir directement sur nos économies. Par ce seul biais du chantage au chômage, et des fermetures d'usines, il serait déjà impossible de considérer que l'Europe soit restée libre de ses choix.

Mais l'impérialisme économique s'est doublé d'une intégration politique et culturelle. Il faudra donc bien, comme l'a déclaré François Mitterrand, redéfinir un jour les buts et les domaines de l'OTAN.

L'OTAN, qui était un organisme de défense commune contre une agression militaire éventuelle en Europe, a vu, en 1956, par une décision du Conseil de l'Atlantique Nord, ses finalités recevoir un contenu idéologique permanent, et son domaine s'étendre au monde entier. Il est significatif à ce propos que la nouvelle administration Reagan compte mettre sa nouvelle force d'intervention au Moyen-Orient sous les ordres directs du commandement de l'OTAN à Bruxelles.

— *L'Europe est-elle un enjeu Est-Ouest ?*

— Le fait qu'elle ait été partagée à Yalta en est bien la preuve. L'Europe est une clé de la possession du monde. Celui des deux Grands qui la dominera, dominera aussi son rival. En corollaire, il vaudra toujours mieux détruire l'Europe que la laisser tomber aux mains de l'adversaire.

Chacun des deux tient aujourd'hui fermement sa moitié, et l'affaire des euromissiles est caractéristique à cet égard. Décidée en conseil restreint à la Guadeloupe au début de 1979, elle a été imposée à Bruxelles en décembre de la même année malgré les réticences et protestations de plusieurs pays intéressés. Cela donne la mesure de leur indépendance.

— *Giscard est-il devenu un allié inconditionnel de Reagan ?*

— Quel a été le rôle de l'argent, ou d'actions occultes, dans certaines victoires électorales inattendues de la droite en Europe ? Dans la conjoncture de réélection difficile de Valéry Giscard d'Estaing, l'aide des dollars comme de la CIA est certainement bienvenue. Mais elle n'est pas gratuite.

Mon livre montre ainsi le glissement progressif de la France dans l'empire autoritaire américain, sous le couvert rassurant du maître mot de sécurité.

L'amiral encore bâillonné

Le pouvoir lui interdit de participer à une réunion sur les droits de l'homme avec les lycéens de Maisons-Alfort

POUR avoir usé du droit de parler, l'amiral Antoine Sanguinetti fut mis à la retraite anticipée par un décret de Valéry Giscard d'Estaing en 1976. Il fallait qu'il se taise. Le silence vient une fois encore de lui être imposé par le pouvoir.

Il devait, le mardi 10 mars, participer dans un lycée de Maisons-Alfort, à une réunion d'information-débat organisée par la Ligue des droits de l'homme, avec Henri Noguères.

Cette journée était prévue depuis deux mois environ par les lycéens eux-mêmes.

Les Renseignements généraux intervinrent une première fois auprès du proviseur pour lui conseiller de ne pas accueillir Antoine Sanguinetti. Des locaux du lycée, la réunion fut transférée dans le foyer socio-éducatif. Mais cela ne donna satisfaction ni aux Renseignements généraux, ni au ministère de la Défense, ni au rectorat, la sécurité militaire étant intervenue pour que le dangereux amiral soit interdit de contact avec les lycéens.

Un livre explosif ?

Le proviseur en informa Henri Noguères qui, par solidarité, décida de ne pas participer à la journée de Maisons-Alfort, considérant qu'il y a là une atteinte aux droits de l'homme...

Le livre d'Antoine Sanguinetti, le Devoir de parler *(1) est-il si explosif ? Selon l'auteur, obligé de changer de dispositif, le capitalisme est acculé à un nouveau redéploiement. L'OTAN devient l'instrument des Etats-Unis pour une intégration de l'Europe dans son empire et constitue, avec les multinationales, le cheval de Troie pour investir la forteresse Europe. De la notion de défense, on passe à celle de sécurité érigée en doctrine. Dès lors, tout ce qui porte atteinte à la sécurité, par le biais de l'économie ou simplement des idées, est suspect, et donc à combattre par tous les moyens.*

L'armée elle-même n'est plus seulement là pour la défense, mais pour la sécurité, d'où des tentations multiples. La France, pour sa part, sous l'impulsion de Valéry Giscard d'Estaing, glisse à petits pas mesurés mais fermes vers cette intégration dans ce nouvel ordre mondial où elle ne saurait que laisser son indépendance...

A Maisons-Alfort, Antoine Sanguinetti voulait surtout parler du respect des droits de l'homme dans l'armée et dans le domaine militaire plus globalement. Mais les droits de l'homme semblent ne plus être compatibles avec les notions de sécurité.

Philippe LERAY

(1) Ed. Fernand Nathan, 300 pages.

Politique de défense

Chirac a oublié de Gaulle

DANS une interview publiée par *le Nouveau Journal* du 7 mars, Jacques Chirac s'exprime sur la défense, réclamant un effort supplémentaire pour « *la dissuasion, la défense du territoire et les forces d'intervention extérieure* ». Mais il semble se satisfaire facilement de quelques « glissements » qui auraient étonné de Gaulle, auquel il se réfère si volontiers.

Il commet à ce propos quelques oublis, notamment lorsqu'il affirme :

« *Dans le domaine de la dissuasion en dépit des déclarations de principe ou des manifestations spectaculaires, j'observe que de 1974 à 1981, rien n'a été entrepris qui n'ait été décidé précédemment, qu'il s'agisse de la modernisation du système d'armes du plateau d'Albion ou des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.* »

C'est être bien indulgent puisque pour les armes du plateau d'Albion, de Gaulle en avait prévu cinquante-quatre. Pompidou avait ramené le nombre à vingt-sept. Giscard d'Estaing s'est contenté de dix-huit.

Pour les sous-marins, Chirac estime qu'après un rythme de production d'un tous les dix-huit mois sous de Gaulle et Pompidou, un seul a été mis en chantier sous Giscard d'Estaing. C'est encore faux : en fait, aucun sous-marin nucléaire n'est en construction. En 1974-1975, ont été dépensés 20 milliards pour un sous-marin abandonné et mis à la ferraille. Le RPR protesta par la voix de Pierre Messmer. En septembre 1978, Giscard d'Estaing annonça la mise en chantier d'un sixième sous-marin, mais là encore rien n'a été fait. Aucun crédit n'a été débloqué. De plus, quand ce sixième sous-marin pourra éventuellement naviguer, le premier de la série sera déjà condamné au cimetière à bateaux. Il n'en restera donc toujours que cinq en service.

Pour la défense du territoire, Chirac estime que « *la réorganisation de notre corps de bataille et la fusion réalisée du commandement régional et du commandement de grandes unités a comme conséquence, dès la mise en alerte de nos unités, de dégarnir l'intérieur du pays* ». En réalité, le corps de bataille est passé de cinq divisions de 16 000 hommes à sept divisions de 7 200 hommes. Il est devenu insuffisant. Par contre, c'est le quadrillage du territoire qui a été accentué comme il ne l'a jamais été. Contre quel ennemi ? Ces unités peuvent se battre sur le territoire, pas ailleurs...

Chirac parle enfin des « *forces d'intervention extérieure* » affirmant : « *Il faut des moyens complémentaires et notamment quelques avions de transport rapides à grand rayon d'action, davantage de blindés...* »

Cela relève de la doctrine giscardienne et non de celle de de Gaulle. L'évolution du monde devrait au contraire en diminuer l'importance. De plus, les avions rapides à long rayon d'action sont si coûteux que la France ne saurait se les payer : dix avions, c'est plus que le prix d'un sous-marin nucléaire et ils ne pourraient transporter de blindés.

Enfin, Chirac, qui semble défendre l'armée de terre tactique relevant de la théorie américaine et non des principes gaullistes, ne dit rien de la marine de surface dont le rôle est de plus en plus minimisé.

Ph. L.

Le démantèlement de Clémançon

Un nouveau pas vers le désert industriel de Paris

« *Le Paris de Chirac est la vitrine de la société giscardienne* », a lancé, lundi 9 mars devant la presse, Jean-Paul Planchou, premier secrétaire de la fédération socialiste de Paris, en évoquant les difficultés de l'entreprise Clémançon (IXe arrondissement)

En effet, après la disparition récente de la conserverie Predo-Bayard (XIVe arrondissement) rachetée par la société immobilière Promex, la « décentralisation-dégraissage » de l'entreprise Précis (XXe arrondissement) ou encore les 230 suppressions d'emplois à l'imprimerie Lang, les 176 licenciements annoncés mardi 3 mars, chez Clémançon, spécialisé dans les installations électriques pour le bâtiment (voir *Combat socialiste* du 5 mars) est un nouvel exemple de la passivité des pouvoirs publics à s'opposer à la désindustrialisation de la capitale.

D'ailleurs ces licenciements ne sont, semble-t-il, qu'un premier pas vers un démantèlement total de Clémançon. Le tribunal de commerce de Paris a décidé, lundi 9 mars, de mettre la société en règlement judiciaire. Un syndic devrait être nommé vers le 20 mars, précisent les organisations syndicales CGT et CFDT unies dans la lutte.

« *Le sous « Clemançon » est significatif de la grave dévitalisation du tissu social parisien* » a souligné Jean-Paul Planchou. *Paris perd chaque année près de 30 000 emplois dans les seules branches de la production et du bâtiment. Paris est aujourd'hui la capitale du chômage avec 80 000 sans-emploi* ».

L'intersyndicale de Clémançon s'inquiète à juste titre de l'avenir des 1 200 salariés du groupe qui compte deux filiales, MAF et Octopus. Pour les appuyer dans leur lutte, les élus socialistes de Paris (Edwige Avice, député du XIVe arrondissement et Jean-Pierre Welterlin, conseiller municipal) ainsi que Jacques Bravo, membre du comité directeur du PS, Dominique de Combles, premier secrétaire de la IXe section et Jean-Paul Planchou, viennent d'adresser une lettre ouverte à Jacques Chirac dans laquelle ils lui demandent ce que le maire de Paris compte faire pour sauver Clémançon.

Il ne fait en effet aucun doute que l'entreprise de la rue Lamartine est viable. Des commandes publiques accrues — la SNCF et la RATP étaient d'importants clients de Clémançon — permettraient à la société de surmonter ses difficultés passagères.

« *Nous refusons tous les licenciements à Clémançon* », a déclaré Edwige Avice qui a attiré en vain l'attention des ministres de l'Economie et du Travail sur les risques de fermeture de cette société. Même silence à la mairie de Paris où la disparition de Clémançon ne dérangerait guère. Il n'y a pourtant pas très longtemps que l'actuel conseiller RPR de la capitale, Gabriel Kaspereit, quand il était secrétaire d'Etat aux PME sous le gouvernement Chaban-Delmas, était beaucoup plus loquace quand il évoquait la désertification industrielle de Paris...

J.-P. G.

Réactions en chaîne après les licenciements chez Talbot

LA suppression du travail de nuit chez Talbot à Poissy qui est intervenue dès la semaine dernière additionnée aux nombreux licenciements, dont les 950 de Talbot, a eu des répercussions immédiates sur d'autres entreprises du département des Yvelines, déjà particulièrement touché par la crise automobile.

C'est ainsi que « les Courriers de Seine-et-Oise », entreprise spécialisée dans le transport scolaire et de personnel, est occupée par son personnel depuis le jeudi 5 mars. Expliquant ses difficultés financières puisque le transport du personnel de Talbot représentait 70 % de ses activités (et le travail de nuit 20 %) la direction a placé ses employés devant un choix jugé « inacceptable ». Elle leur a notamment proposé soit d'accepter une baisse immédiate de salaires de 33 % (comprenant les primes qui sont partie intégrante des salaires des chauffeurs) et correspondant à la baisse d'activité, soit de licencier 35 personnes. Les syndicats unis dans l'action (bien que la CFDT soit la plus représentée dans cette entreprise) ont rejeté cette double éventualité. Ils estiment qu'il est possible de rechercher d'autres solutions comme par exemple de prospecter la région pour essayer de trouver des marchés de remplacement.

Actuellement les négociations sont complètement bloquées depuis vendredi. Après l'envoi d'un télégramme au préfet demandant la reprise des négociations, Michel Rocard, député des Yvelines, s'est rendu lundi soir sur les lieux pour apporter son soutien aux 240 travailleurs des « Courriers de Seine-et-Oise ».

D. F.

La CGT dénonce la fabrication du Clairon par une filiale de Matra

DECIDEMENT, le Clairon sonne faux. Son introduction dans les troupes françaises n'avait pas fait l'unanimité. Aujourd'hui, sa fabrication, confiée pour partie à la société Manurhin, filiale du groupe Matra à Mulhouse (Haut-Rhin) est violemment dénoncée par les organisations syndicales qui y voient une privatisation croissante de la production d'armements.

« *La fabrication de ces nouveaux fusils français d'assaut,* FA MAS 5/56, *doit être poursuivie à la Manufacture d'armes de Saint-Etienne (MAS), où cette arme a été conçue et qui la produit actuellement à raison de quarante-quatre mille par an* », ont déclaré, lundi 9 mars, au cours d'une conférence de presse, les dirigeants de la Fédération CGT des travailleurs de l'Etat.

La CGT estime en effet « *anormal* » de faire bénéficier une entreprise privée du travail de recherche et d'étude de la MAS, car, selon ce syndicat, cela permettrait au groupe Matra de réaliser de « *substantiels profits* » aux dépens des contribuables.

La Fédération CGT des travailleurs de l'Etat qui a été reçue lundi par le directeur du GIAT (Groupement des industries des armements terrestres) au ministère de la Défense, a demandé l'annulation de la décision gouvernementale confiant la fabrication de cent mille des quatre cent mille Clairon qui devaient être produits d'ici à 1987, à la société Manurhin.

Pour la CGT, il faut non seulement arrêter la « *privatisation* » de la production d'armements, mais aussi nationaliser toutes les industries privées d'armements et leurs filiales.

Déjà, vendredi 6 mars, les deux mille quatre cents salariés de la MAS avaient observé une grève de vingt-quatre heures à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO et de la CGC.



Un pas de plus vers la privatisation de la fabrication d'armement. (Photo AFP)

Licenciements économiques : + 10 % en 1980

Trois cent mille licenciements économiques en 1980 ? Selon les dernières statistiques connues, il a été procédé à 263 240 licenciements entre janvier et novembre 1980. Soit 7,5 % de plus qu'en 1979 mais 8,7 % de moins qu'en 1978.

On devrait atteindre le chiffre de 300 000 pour l'année 1980. Les licenciements économiques seraient alors en progression de 10 % par rapport à 1979.

D'après les chiffres de l'UNEDIC, les premiers paiements effectués chaque mois aux nouveaux licenciés économiques s'échelonnent régulièrement tout au long de l'année. Avec cependant, une pointe en tout début et en fin d'année.

Première branche d'activité touchée, le bâtiment et les travaux publics. Suivi de l'habillement, du commerce de gros et de détail, des services fournis aux entreprises et de la construction mécanique.

En tête, l'Ile-de-France. Elle précède la région Rhône-Alpes. Notons que ces deux mêmes régions détiennent la palme du chômage partiel indemnisé pour 1980.

BREF

NOUVEAU coup dur pour les salariés de la bonneterie Tergnier-Gérard Fortier, à Tergnier (Aisne). Après 57 licenciements prononcés il y a deux mois, ce sont 130 nouvelles suppressions d'emplois qui ont été annoncées aux quelque 400 salariés, dont une majorité de femmes, employés par la bonneterie qui a dû déposer son bilan.

De plus, la direction a annoncé la suppression des secteurs « pulls » et « coupés-cousus », les secteurs les plus importants de Tergnier-Gérard Fortier, usine du groupe GEF. Après l'arrêt de la fabrication des collants, c'est tout le secteur « création pour femmes » qui va ainsi disparaître.

Les élus socialistes locaux attendent toujours que leur proposition de constituer un dossier, afin de solliciter l'aide du CIASI, soit suivie d'effets.

• La Société Pavillons de l'Ouest (constructions individuelles) à Lessay (Manche), qui a déposé son bilan, vient d'annoncer le licenciement de 28 de ses 133 salariés et un mois de chômage technique du personnel restant.

EUROPE BLEUE

Un nouvel échec à Bruxelles serait grave

DECIDEMENT les difficiles négociations à Bruxelles sont aussi bien mystérieuses : qu'est-ce qui a bien pu se passer après l'échec de la dernière rencontre entre les dix ministres de la Pêche pour tenter de mettre au point « l'Europe Bleue » et les déclarations plutôt optimistes que le ministre britannique, Peter Walker, a faites au journal *le Monde* à la fin de la semaine dernière ?

De l'avis général, les ministres chargés de définir une politique commune de la pêche et d'organiser le marché du poisson, s'étaient encore une fois séparés début février devant le refus des Britanniques de faire quelque concession que ce soit tant à propos des quotas de prises autorisés que de l'accès aux ressources ou des accords avec les pays tiers, Canada et îles Féroé notamment.

« *Le Royaume-Uni est disposé à se montrer compréhensif* », a pourtant déclaré Peter Walker au *Monde* ajoutant qu'« *avec de la bonne volonté, on peut parvenir à une parfaite entente entre la France et le Royaume-Uni* ». D'où viennent alors ces meilleures dispositions d'esprit des Anglais ? « *Ils veulent s'approprier une partie de la mer ce qui est tout à fait contraire au traité d'adhésion. Et s'ils pouvaient peindre la mer aux couleurs de l'Union-Jack, ils le feraient* », nous disait ironiquement un armateur à la pêche, proche des négociateurs de Bruxelles, vendredi dernier.

« *Nous n'en sommes pas encore à la solution* », a d'ailleurs reconnu Gaston Thorn, le président de la Commission de la CEE, après un entretien avec Raymond Barre, lundi, au cours duquel la question de la pêche a été évoquée. Ceci compense donc cela. « *Mais on y voit plus clair. Il y a une volonté de part et d'autre d'arriver à une solution, quand il y a une volonté, il doit y avoir aussi un moyen* », a également affirmé le président de la commission.

Réunis pour une nouvelle rencontre à Bruxelles mardi, les Dix auront eu tout le loisir de s'expliquer sur les progrès réalisés pour harmoniser leurs points de vue, hier encore bien divergents. Et l'on va enfin savoir à l'issue de cette réunion si la souplesse des Britanniques est réelle.

Malgré leurs côtes qui renferment 60 % des ressources en poisson de la CEE, les Britanniques vont-ils accepter de reconnaître « les droits historiques » des pêcheurs français (à aller pêcher dans les eaux irlandaises par exemple) comme ne va pas manquer de le demander le ministre français des Transports, Daniel Hoeffel. On sait en effet que ce dernier n'est pas du tout disposé à « lâcher » du lest à propos de cette épineuse question, au moment où les professionnels de Boulogne risquent de nouveau d'éprouver des difficultés.

Les armateurs boulonnais viennent en effet de dénoncer la convention collective les liant aux syndicats de marins-pêcheurs. Certes, la réduction du nombre des effectifs par bateau est au centre de ce problème particulier, mais le souvenir du conflit de l'été dernier est présent à l'esprit de tous les pêcheurs et tout le monde sait en France qu'une réorganisation de la profession passe par une politique commune de la pêche au niveau de la CEE aussi bien pour préserver les ressources que pour la liberté d'accès aux zones. Un nouvel échec à Bruxelles aurait des conséquences graves.

Dominique FERBOS

Un conflit dur à la SBFM

Après une grève totale observée la semaine dernière, les salariés de la SBFM (Société bretonne de fonderie mécanique), filiale de Renault à Lorient, ont décidé de poursuivre les débrayages

Après avoir menacé de licencier les neuf délégués CGT de l'entreprise, la direction est revenue sur sa décision sous la pression des grévistes. Les procédures de licenciement engagées ont été annulées mais, selon la CGT (92 % des syndiqués), des sanctions vont être appliquées à ces neuf délégués (avertissement et mises à pied)

A l'origine de ce conflit mené par les 1 500 employés de cette filiale de la Régie, construite en 1966, dans le cadre d'une décentralisation des ateliers de Billancourt, se trouve une convention collective comprenant outre une échelle mobile des salaires fixée sur l'indice INSEE, un rattrapage de ceux-ci sur ceux de Billancourt. Accord que la direction a sans doute jugé trop favorable aux ouvriers, d'autant que ceux-ci réclament en plus une revalorisation de la prime de transport, une augmentation du temps de casse-croûte pour ceux qui sont sur les chaînes de montage, et l'octroi de congés supplémentaires.



La politique agricole commune s'intéresse plus au produit qu'au producteur.

La politique agricole commune, rafistolage ou nouveau départ?

② Garantir les prix au producteur

Dans son premier article (*Combat socialiste* du 10 mars), Yann Roland estimait qu'une réforme de la politique agricole commune passait par une véritable volonté de mieux surveiller les importations de produits concurrents. Il préconise ci-dessous l'application stricte du principe des quanta, à savoir la garantie des prix à chaque agriculteur pour un certain volume de production.

C'EST le dernier principe, celui de l'unicité des marchés, en fait du mode de fixation des prix, qui fait le mieux ressortir les clivages actuels. Au cœur des mécanismes de la PAC, se trouve en effet le soutien des prix. Encore faut-il noter que ceux qui sont effectivement garantis aux producteurs — prix pratiqués lors des interventions publiques — sont généralement sensiblement inférieurs à ceux présentés comme souhaitables (prix d'orientation). On voit que l'objet d'une telle politique est le produit, non le producteur. C'est elle qui a contribué à la création des fameux « excédents ». Mais son vice essentiel est d'aggraver les inégalités entre les producteurs.

D'abord parce que c'est un mécanisme profondément conservateur : à de rares exceptions près, comme celle de la betterave à sucre qui ne constitue pourtant pas un modèle de progressisme, la totalité de la production de tous les agriculteurs bénéficie de la même garantie. Ceux qui étaient les plus prospères ont donc toutes les raisons de le rester et même d'accroître leurs avantages relatifs puisque, en termes d'économie d'échelle et de productivité, ils sont également les mieux placés.

Ensuite parce que les priorités qu'il traduit résultent de rapports de force aux niveaux national, communautaire et mondial qui sont sans lien avec ce que devraient être celles qui auraient pour objectif un développement équitable et harmonieux de l'agriculture. Ainsi, pour la campagne 1980-1981, les prix des céréales ont été revalorisés en ECU de 4,5 à 6,25 % et le lait de 2,5 %, compte tenu du prélèvement de co-responsabilité ; alors qu'en 1978, dernière année pour laquelle nous disposons de chiffres de comptabilité nationale précis, la valeur de la production céréalière française avait augmenté de 25 % par rapport à 1977, celle du lait et de la viande d'environ 10 %... Contrairement à toutes les proclamations gouvernementales, la priorité aux productions animales n'est donc en aucun cas assurée.

Dans ces conditions, l'idée de ne garantir les prix à chaque agriculteur que pour un certain volume de production dans des conditions qui permettent la juste rémunération de son travail, paraît marquée du double sceau de l'équité et du bon sens. C'est le principe des quanta, et il faut la longue expérience agricole d'André Giraud, intervenant à France-Inter le 2 mars dernier, pour n'y voir qu'une tendance maniaque à la bureaucratisation ! Les déclarations que doivent actuellement remplir les exploitants agricoles soumis à la TVA sur leurs ventes pour tenter de bénéficier d'une partie des quatre milliards qui leur ont été électoralement octroyés (plus de la moitié iront gonfler les budgets d'offices et d'organismes divers) montrent que ne supprime pas la « paperasse » qui veut. Et les paysans peuvent aussi se dire qu'après tout, les quanta valent peut-être mieux que le fameux super-prélèvement laitier qui conduira les industriels du ramassage à rationaliser leur circuit en oubliant ceux qui « livrent » le moins.

Une politique fondée sur les quanta, le respect de la protection commune aux frontières et l'aide aux exportations serait bien sûr plus équitable mais aussi moins coûteuse pour le budget communautaire (y compris pour la contribution britannique) que le conservatisme aveugle qui préside aujourd'hui aux conseils de la CEE. Mais il n'y a aucune chance pour que Mme Thatcher la propose, ni pour que Valéry Giscard d'Estaing la lui suggère. Ni pour que François Guillaume, président de la FNSEA, la réclame, car ce serait reconnaître qu'il n'y a pas une, mais des agricultures.

Yann ROLAND

FIN



A l'appel de la fédération CGT de l'habillement, une manifestation s'est déroulée, vendredi 7 mars, à Orléans (Loiret), où l'usine de confection Bril est occupée depuis le 22 mai 1980. Cette manifestation a mis fin à la semaine d'action cégétiste « *pour que vive l'habillement français* ». Auparavant, un « contre-salon » du prêt-à-porter s'était tenu dans les locaux de Bril, où de nombreuses ouvrières en lutte pour leur emploi se sont faites mannequins et ont présenté leurs collections.

Grève massive en Grande-Bretagne

La grève de vingt-quatre heures décidée par les neuf syndicats de la fonction publique en Grande-Bretagne a été très bien suivie, estiment ces derniers, qui évaluent entre 80 et 90 % le taux de participation.

Toutes les catégories concernées, indique-t-on de source syndicale, ont très largement répondu au mot d'ordre de grève. Les services les plus touchés ont été les aéroports et les installations portuaires. Aucune opération de chargement ou de déchargement n'a été effectuée dans la quasi-totalité des ports britanniques, et la plupart des aéroports ont été désertés pour vingt-quatre heures.

EN 24 HEURES

ESPAGNE

Milans del Bosch inculpé

Le général Jaime Milans del Bosch, ancien commandant en chef de la troisième région militaire (Valence), a été inculpé formellement de rébellion militaire par le général Manuel Garcia-Escudero, juge instructeur.

Le général Jaime Milans del Bosch (soixante-cinq ans), connu pour ses idées d'extrême-droite, est un représentant de l'aristocratie espagnole. Le 23 février il avait déclaré l'état d'urgence dans la région militaire de Valence, puis fait sortir les chars dans les rues de Valence pour les retirer deux heures plus tard. Il se trouve actuellement aux arrêts à Madrid.

ONU

Washington déçoit Waldheim

Le secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, a ouvert lundi la dixième session de la conférence sur le droit de la mer en exprimant sa « profonde déception » devant les obstacles mis à la conclusion d'un traité du droit de la mer cette année.

Sans citer les décisions de Washington des derniers jours, de refuser de conclure un traité à cette session et de nommer une délégation entièrement nouvelle à la veille de la séance d'ouverture, K. Waldheim a exprimé l'espoir *« qu'il ne s'agissait que de délais, qui seraient bientôt surmontés »*.

EL SALVADOR

Médiation repoussée

Le gouvernement de El Salvador a officiellement rejeté lundi la médiation de l'Organisation des Etats américains (OEA) dans le conflit qui l'oppose à la guérilla de gauche, a-t-on appris à Washington.

L'ambassadeur de El Salvador près de l'OEA, Ernesto Arrieta, a déclaré au président du conseil de l'organisation, Luis Marchand, que, pour son gouvernement, l'intervention du secrétariat de l'OEA était *« complètement inacceptable »* dans le conflit interne salvadorien.

Par ailleurs, Jean François-Poncet, ministre français des Affaires étrangères, a déclaré qu'*« aucun effort militaire n'apporterait de solution valable à ce conflit »*.

• **WASHINGTON.** — Le président Ronald Reagan se rend mardi et mercredi à Ottawa, prêt à écouter les nombreuses plaintes des Canadiens, mais également décidé à imposer pendant ce premier voyage à l'étranger l'image ferme et réaliste de la nouvelle politique étrangère américaine.

• **JERUSALEM.** — Le gouvernement israélien a condamné lundi pour la première fois, à l'issue d'une réunion extraordinaire de plus de trois heures, les contrats de ventes d'armes américaines à l'Arabie Saoudite.

• **TEHERAN.** — Le président iranien Abolhassan Banisadr est passé à la contre-attaque, lundi, pour riposter aux accusations portées par ses adversaires politiques, à la suite d'affrontements survenus jeudi à l'université de Téhéran.

Banisadr a remis en cause « les matraqueurs », en affirmant qu'ils constituent l'ossature d'un groupe *« cherchant à s'emparer du pouvoir »*.

• **BONN.** — Le mouvement de débrayages lancé le 5 mars dans la métallurgie et l'automobile ouest-allemandes s'est poursuivi lundi, touchant plus de cent mille ouvriers de quelque cent vingt entreprises, a annoncé lundi soir le syndicat de la branche l'Ig Metall.

• **PEKIN.** — La Chine et l'Union soviétique, malgré leurs nombreux différends, sont parvenues pour la quatrième année consécutive à un accord au cours de leurs négociations annuelles sur la navigation dans leurs fleuves frontaliers, a rapporté lundi l'agence Chine nouvelle.

Nouveau tournant dans la politique américaine

Reagan prêt à donner des armes aux Afghans

La décision du président des Etats-Unis, annoncée lundi soir, sera suivie d'effets pratiques assez rapidement. Elle neutralise les efforts des non-alignés pour trouver une solution politique à la crise afghane.

LE président Ronald Reagan a annoncé lundi soir que les Etats-Unis étaient prêts à apporter une aide militaire à la résistance luttant contre le pouvoir de Babrak Karmal en Afghanistan.

« Envisageriez-vous d'apporter de l'aide aux rebelles afghans ? », a demandé un journaliste à Reagan dans une interview diffusée par la chaîne de télévision ABC.

« Oui, avec des armes », a répondu Reagan.

Le président a déclaré qu'il ne savait pas si les Soviétiques pourraient avoir une objection à cela, *« mais je pense,* a-t-il ajouté, *que c'est quelque chose qui doit être envisagé »*.

Le président Ronald Reagan a annoncé un changement important de la politique américaine en Asie du Sud-Ouest, en indiquant que les Etats-Unis étaient prêts à aider militairement la résistance afghane.

Effets rapides

Le gouvernement américain s'était toujours défendu, jusqu'à maintenant, des accusations de Moscou selon lesquelles Washington armait les *« rebelles afghans »* par l'intermédiaire du Pakistan.

Cette décision met fin à plus de quinze mois de réserve officielle à Washington, après l'intervention de l'armée soviétique en Afghanistan, en décembre 1979, pour mettre en place et soutenir le gouvernement de Babrak Karmal.

Le président Carter avait appliqué contre l'Union soviétique des *« mesures de rétorsion »*, allant du boycottage des jeux Olympiques de Moscou, pendant l'été 1980, à un embargo partiel, maintenu par le nouveau gouvernement américain, des ventes de céréales à l'URSS. Mais Carter avait toujours affirmé que les Etats-Unis *« ne s'ingèreraient pas dans les affaires intérieures afghanes »*.

La décision de Reagan est sans doute appelée à être suivie d'effets assez rapidement. Certains responsables de la résistance afghane ont, en effet, effectué récemment des séjours répétés dans la capitale américaine pour réclamer une aide qu'ils jugeaient trop parcimonieuse.

Washington très intéressé

La décision de Reagan risque de mettre en veilleuse les efforts de plusieurs pays du bloc des non-alignés pour trouver une solution politique à la crise afghane.

La lettre envoyée par Leonid Brejnev au président Ronald Reagan et à plusieurs chefs d'Etat européens est *« conforme »* aux termes de son discours devant le XXVI[e] Congrès du Parti communiste soviétique, a déclaré lundi le secrétaire d'Etat Alexander Haig, à la Maison-Blanche.

Brejnev, a précisé Haig, propose de nouveau la tenue d'un sommet avec le président Reagan et réaffirme son accord avec la proposition de la France, concernant les *« mesures de confiance »* en Europe.

Le secrétaire d'Etat a déclaré que les Etats-Unis *« étaient très intéressés »* par certaines des propositions contenues dans le discours et dans la lettre du chef de l'Etat soviétique.



Ces guérilleros afghans mettent sur pied un plan de défense du village de Kochai. (Photo AP)

Appel de Walesa à une suspension de la grève

LECH WALESA a lancé lundi soir un appel aux sections locales de Solidarité de Lodz et de Radom, pour leur demander de suspendre tout projet de grève, à la suite de son entretien avec le vice-premier ministre Rakowski.

Le syndicat de Lodz avait annoncé pour mardi une grève d'avertissement pour protester contre le licenciement de cinq de ses adhérents employés à l'hôpital du ministère de l'Intérieur.

Pour sa part, le syndicat de Radom exigeait que *« toute la lumière soit faite sur les responsabilités »* dans les événements de 1976 et entendait que soit transformé en hôpital un édifice public en construction.

Lech Walesa a indiqué qu'il était parvenu à un accord avec Rakowski, sur la façon de régler les principaux problèmes en suspens à Lodz et à Radom.

Lech Walesa a également confirmé qu'il aborderait mardi, avec le premier ministre, le général Wojciech Jaruzelski, la question des *« répressions »* qui avait fait l'objet d'une réunion d'urgence samedi, à Varsovie, de Solidarité.

Par ailleurs, le quotidien de l'armée *Zolnierz Wolnosci* a accusé les organisateurs de la manifestation étudiante de dimanche de s'*« efforcer de ranimer de vieilles émotions »* pour s'en servir dans leur lutte *« contre le socialisme, la démocratie et le renouveau socialiste »*.

Nouvelles mesures répressives au Pakistan

UN remaniement ministériel a doublé lundi l'effectif du cabinet fédéral pakistanais. Selon le général Zia Ul Haq, au pouvoir depuis le coup d'Etat du 5 juillet 1977, ces modifications sont *« une partie du processus visant à associer la population à la gestion des affaires du pays »*.

En fait, ce remaniement n'apaisera pas l'agitation des intellectuels et des étudiants réprimée par plusieurs centaines d'arrestations ces cinq dernières semaines. Les arrestations massives ont aussi atteint les organisations politiques et professionnelles d'opposition, telles que les associations d'avocats.

La veuve de l'ex-premier ministre Ali Bhutto a lancé lundi, depuis la prison où elle a été incarcérée dimanche, un appel à toutes les couches de la population pakistanaise pour qu'elles se joignent à la lutte pour la restauration de la démocratie dans le pays.

A Damas, le Boeing de la PIA, avec ses cent quatre otages aux mains des trois opposants pakistanais, était toujours immobilisé en bout de piste, mardi matin. Les passagers ont le triste privilège d'avoir battu le record de durée des prises d'otages aériennes. Les conditions de vie dans l'appareil deviennent de plus en plus difficiles, d'autant que la température est très élevée sur l'aéroport syrien situé dans une zone désertique.

Depuis le coup d'Etat de novembre 1980

La Guinée-Bissau s'ouvre à l'Ouest

Une mission économique de ce petit pays lusophone d'Afrique vient de passer quelques jours en France.

SEPTEMBRE 1974... Après de longues années de lutte contre le colonisateur portugais, la Guinée-Bissau et les îles du Cap-Vert arrachent l'indépendance.

Sept ans après, le 14 novembre 1980, le premier chef du jeune Etat de Guinée-Bissau, le président Luiz Cabral, est renversé par un coup d'Etat. Le pouvoir passe aux mains du commandant de brigade (général) Joao Bernardo Vieira, plus communément appelé commandant Nino.

Sur le plan intérieur, le général Vieira et son équipe héritent d'une situation catastrophique. Un observateur français spécialiste de la Guinée-Bissau, qui connaît bien l'Afrique, raconte par exemple : « *Pour la première fois en dix ans, me trouvant en Guinée-Bissau,* dit-il, *je n'ai pu trouver, pendant un mois, de bananes sur les marchés populaires...* »

Pénurie de denrées alimentaires de base, difficultés permanentes d'alimentation en eau potable et en électricité, choix de projets industriels et de développement trop ambitieux, sans nul doute la Guinée-Bissau était « mal partie ».

Le nouveau gouvernement

Repartant pratiquement à zéro, le nouveau gouvernement bissau-guinéen a entrepris de diversifier l'éventail de ses interlocuteurs. Jusque-là, ce sont les pays de l'Est, fidèles alliés du temps de la lutte de libération, qui étaient les partenaires privilégiés de la Guinée-Bissau.

Aujourd'hui, les nouveaux responsables bissau-guinéens se tournent résolument vers l'Occident en général, vers la France en particulier. Détail significatif et prémonitoire, l'ambassadeur de France en Guinée-Bissau a été l'une des toutes premières personnes, sinon la première, à être contactées par le général Vieira au lendemain de sa prise de pouvoir.

De fait, la France n'entend pas ménager son soutien au nouveau régime bissau-guinéen, et la réunion de la Commission mixte franco-bissau-guinéenne, qui s'est tenue du 3 au 5 mars à Paris, revêtait une grande importance pour les Bissau-Guinéens.

A cette réunion, on a surtout parlé de formation de cadres. Plus peut-être qu'aucun autre pays africain, la Guinée-Bissau manque, en effet, d'un personnel qualifié dans tous les domaines. La France a donc entrepris une série d'actions.

C'est ainsi que plus de quarante ressortissants bissau-guinéens ont reçu des bourses de formation du ministère français de la Coopération, tandis que vingt-deux assistants techniques français se trouvent en Guinée-Bissau.

Petits projets

Autre priorité : le développement rural avec de petits projets. Pour les Bissau-Guinéens, il faut avant tout éviter de poursuivre ou de recommencer les erreurs commises par l'ancien gouvernement. On axera désormais le développement sur des projets, petits et intégrés.

Volet important d'un programme mené en vue de parvenir à l'autosuffisance alimentaire, la pêche a été l'un des autres points de l'ordre du jour de cette réunion. Là, il s'agira de revitaliser la société chargée des questions de la pêche, et qui est d'ailleurs une société mixte franco-bissau-guinéenne.

Coopération accrue

Enfin, en matière de recherches minières, la France participera de plus en plus activement à la recherche et à l'exploitation des ressources minières de la Guinée-Bissau. Des indices très positifs de la présence de plomb et de phosphates ont d'ores et déjà été relevés.

Si l'on ajoute, à cet ensemble d'actions de coopération, une aide alimentaire de 2 000 tonnes (blé et maïs) pour l'année 1981, en plus de l'aide annuelle déjà prévue antérieurement ; une aide de 1 million de francs accordée à l'agriculture et une subvention du Fonds français d'aide et de coopération (FAC), d'un montant total de près de 14 millions de francs, versée en 1980, on mesure l'importance qu'accorde la France à la coopération avec les Bissau-Guinéens.

Claude LABBE

• **TCHAD.** — Le Conseil de commandement des forces armées du Nord (CCFAN) appelle le peuple tchadien à la résistance contre le « *conquérant libyen* » et demande aux « *Etats épris de liberté* » d'aider le Tchad à recouvrer ses droits fondamentaux.

• **PROCHE-ORIENT.** — Yasser Arafat, chef de l'Organisation de libération de la Palestine, a qualifié d'« *infamie* » les hypothèses, émises dans certains journaux italiens, selon lesquelles l'OLP aurait eu des contacts avec les Brigades rouges.

Conséquence du 26e Congrès du PCUS

Le clan Brejnev a renforcé son pouvoir

Chef de l'Etat, de l'armée et du PC soviétiques, Leonid Brejnev tient solidement en main les rênes du pays.

PROMOTIONS pour le fils, le beau-frère de la femme et les plus proches conseillers : Leonid Brejnev, déjà entouré de fidèles, a favorisé son « clan » lors du XXVIe Congrès du Parti communiste soviétique, comme pour assurer la continuité du brejnevisme après Brejnev.

Les observateurs étrangers ont été frappés par le renforcement de la position du numéro un soviétique au dernier congrès.

Youri Brejnev, quarante-cinq ans, fils de Leonid, vice-ministre du Commerce extérieur d'URSS, est entré au comité central comme membre suppléant. Des rumeurs persistantes le donnent comme futur ministre du Commerce extérieur. L'actuel titulaire est gravement malade.

Le général Semen Tsvigoun, numéro deux du KGB (la Sécurité d'Etat), marié avec la sœur de Mme Brejnev, a été promu membre titulaire du comité central. Autres promus : Andrei Alexandrov-Aguentov, Anatoly Blatov et Georgi Abbatov. Les deux premiers sont les plus proches conseillers du président soviétique ; le troisième, directeur de l'institut des Etats-Unis, lui est tout dévoué.

La puissance de Brejnev

Ces récompenses aux intimes sont d'autant plus remarquables que les modifications ont été infimes dans les instances dirigeantes du parti.

Quand le premier ministre Alexei Kossyguine, aujourd'hui décédé, s'en est allé en octobre dernier, après quarante et un ans au gouvernement, c'est un admirateur de Leonid Brejnev qui a pris la place : Nikholai Tikhonov, préparé à cette tâche depuis plusieurs années.

Ces pions légèrements déplacés sur l'échiquier de la politique intérieure soviétique, où chaque coup est longuement médité, ont permis à Leonid Brejnev, soixante-quatorze ans, d'éliminer toute opposition apparente au sein de l'équipe dirigeante. Au lendemain du XXVIe Congrès du Parti communiste, les observateurs occidentaux s'accordent à dire que le numéro un soviétique tient bien en main les rênes du pouvoir. Depuis seize ans, Leonid Brejnev dirige le parti. Il est aujourd'hui chef de l'Etat, de l'armée et du PC.

En seize ans, il a fait monter à Moscou les camarades de ses débuts, des fonctionnaires qu'il connaît bien et qui lui doivent leur carrière. La plupart de ses conseillers ont été pêchés au vivier de Dniepropietrovsk, cette ville d'Ukraine où l'actuel président soviétique a débuté.

Une fois toutes les minutes

Cette cour qui s'est peu à peu constituée au Kremlin n'étonne que l'observateur occidental. Le Soviétique, lui, n'en parle pas. Il constate simplement que la cohésion officielle de l'équipe dirigeante a donné une stabilité certaine à l'URSS.

Cela explique sans doute que, pour la première fois depuis son accession au pouvoir, Leonid Brejnev n'a pas dénoncé au XXVIe Congrès les dangers du culte de la personnalité. Il s'est complu au contraire à écouter les éloges des délégués. Les observateurs occidentaux ont calculé que le nom du numéro un soviétique a été prononcé en moyenne une fois toutes les minutes durant les huit jours du congrès.



Scène courante dans les parcs et les jardins publics. (Photo Pascal Lebrun)

Le régime de Pékin se durcit à nouveau

Face à une agitation sociale croissante, la Chine envisage d'apporter des limitations strictes aux libertés dont jouissent en principe ses citoyens, tel le droit de grève et de manifestation.

UN juriste influent, Zhang Youyu, cité par l'agence Chine nouvelle, a proposé que les « *quatre principes fondamentaux* » sur lesquels s'appuie le régime communiste soient « *établis en termes précis et complets sous forme de loi* ». Ces quatre principes sont la dictature du prolétariat, la voie socialiste, la direction du Parti communiste et l'idéologie du « *marxisme - léninisme - pensée Mao Tsé-toung* ». Quiconque est accusé de s'y opposer entre dans la catégorie des « *contre-révolutionnaires* ».

Un journal provincial, le *Quotidien du Heilongjiang*, a de son côté réclamé que des textes juridiques soient mis au point de façon à éviter que l'exercice des droits garantis par la Constitution n'aille « *à l'encontre* » de ces « *principes fondamentaux* ».

Les droits en question sont garantis par l'article 45 de la Constitution chinoise qui stipule : « *Les citoyens jouissent de la liberté de parole, de correspondance, de presse, d'association, de cortège, de manifestation et de grève.* » Ils sont toutefois largement théoriques, en particulier le droit de grève.

Cependant, des remous sociaux ont été enregistrés ces derniers temps dans plusieurs villes de Chine, accompagnés parfois de manifestations en des lieux publics.

Une loi spéciale

Le même quotidien a proposé de promulguer une loi spéciale, avec les obligations suivantes :

1. Qu'une demande d'« arbitrage » soit déposée auprès des autorités en cas de conflit social, avant tout recours à la grève ou à la manifestation.

2. Qu'un « plan d'action » soit soumis pour toute manifestation, avec le nombre des participants, le nom des responsables et le détail de la manifestation.

3. Que le cortège des manifestants soit encadré par la police « par mesure de protection ».

L'article 45 de la Constitution, dont la portée serait ainsi réduite, a déjà été largement amputé, en septembre 1980, d'un paragraphe qui garantissait aux citoyens le droit de recourir « *à la libre expression d'opinions, au large exposé d'idées, au grand débat et au dazibao* (affiche en grands caractères) ».

Le droit de grève et de manifestation, ainsi que les libertés individuelles avaient été inscrits dans la première Constitution de la République populaire, en 1954, puis supprimés dans la deuxième, en 1975. Ils ont été rétablis dans la Constitution actuellement en vigueur, qui fut promulguée en 1978.

Soutenue par la France de Giscard aux Nations unies

L'Afrique du Sud veut ajourner l'indépendance de la Namibie

Malgré la résolution adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU, en septembre 1978, le gouvernement raciste de Pretoria ajourne l'indépendance du territoire placé sous son mandat depuis 1920. Aux yeux de Washington, l'importance stratégique de l'Afrique du Sud passe avant la défense des droits de l'homme.

LA France n'a pas à être fière du réalignement de sa politique étrangère sur Washington. Après les récentes déclarations du ministre Jean François-Poncet, acceptant comme pain béni la thèse américaine des prétendues fournitures d'armes cubaines aux combattants salvadoriens, en Amérique centrale, voici que notre délégué au Conseil de sécurité s'oppose maintenant à toute forme de sanction économique contre l'Afrique du Sud à propos de la Namibie.

C'est, une fois de plus, le président Ronald Reagan qui a donné le ton de la politique occidentale, la semaine dernière. Minimisant la gravité du racisme sud-africain, le chef de la Maison-Blanche a estimé que l'importance stratégique de l'Afrique du Sud était autrement plus importante que la défense des droits de l'homme dans cette partie du monde et que l'indépendance de la Namibie.

Deux résolutions de l'ONU

Premier ministre de Pretoria, Pieter Botha s'est félicité de cette déclaration. « *Il est bon de savoir,* a-t-il dit, *que le chef de la Maison-Blanche reconnaît et apprécie l'importance stratégique de l'Afrique du Sud d'une façon réaliste.* »

Fort de cet appui, le gouvernement sud-africain semble bien décidé aujourd'hui à ne pas accepter les recommandations de l'ONU sur la prochaine indépendance de la Namibie, territoire qu'elle a colonisé depuis 1920.



Troupes sud-africaines en opération sur la frontière septentrionale de la Namibie. (Photo Gérald Buthaud/Rush)

Pourtant, en dépit de l'opposition ouverte des puissances occidentales (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Canada), l'assemblée générale des Nations unies a adopté vendredi, par 125 voix pour et 13 abstentions, une résolution réclamant des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud à propos de la Namibie, anciennement Sud-Ouest africain.

Une deuxième résolution réaffirmant l'appui de l'ONU à la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) a obtenu 114 voix pour et 22 abstentions.

La grande presse occidentale se garde bien de faire du battage publicitaire autour de la Namibie. Il s'agit, pourtant, d'une question grave, qui met en péril l'avenir de l'Afrique australe. Protectorat allemand jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, c'est ensuite à l'Afrique du Sud qu'elle voit confier son administration de ce territoire de 824 295 km², avec, comme mandat pour cette dernière, de l'acheminer vers l'indépendance.

Le gouvernement raciste de Pretoria n'en a rien fait, sous prétexte que ses 923 000 habitants, « *politiquement mal préparés* », risqueraient de tomber dans les bras de Moscou. La vérité est que la Namibie, dont 44 % des terres et la totalité du pouvoir politique appartiennent à une minorité de 100 000 Blancs, est le cinquième producteur mondial d'uranium. L'Afrique du Sud y dispose, en outre, d'une base aéronavale à Walvis Bay, sur la côte Atlantique, qui est une des plus importantes du continent.

Malgré toutes les démarches entreprises par les pays du tiers monde et le camp socialiste pour mettre fin à l'existence de cette colonie, l'Afrique du Sud s'est toujours refusée à céder la moindre parcelle de son pouvoir.

Face à cette situation, l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), de Sam Nujoma, créée voilà une quinzaine d'années, mène des operations de guérilla contre les troupes sud-africaines, avec l'espoir d'arracher l'indépendance de la Namibie. C'est ce mouvement de résistance populaire que les Nations unies reconnaissent comme le seul gouvernement africain légitime de la Namibie.

Il était entendu que l'ONU devait prendre en main la période de transition de la Namibie vers son indépendance, en février 1982. Lors de la conférence de Genève, en janvier 1981, sous les auspices de l'organisation internationale, les derniers détails du Plan, adopté par le Conseil de sécurité en 1978 ont été mis au point : cessez-le-feu, le 30 mars 1981 ; retrait des troupes sud-africaines et élections à l'Assemblée constituante, le 31 octobre de cette année. Un contingent de 7 500 casques bleus aurait été chargé de surveiller la période de transition.

Grâce à la politique de la nouvelle administration américaine, l'Afrique du Sud est moins décidée que jamais à accorder l'indépendance à la Namibie. Elle se sent d'autant plus encouragée à défier le continent noir que la France et la Grande-Bretagne se sont totalement alignées sur Washington.

C'est dire que la lutte du peuple namibien pour son indépendance reprendra de plus belle. Et que les troupes sud-africaines multiplieront leurs opérations militaires, y compris en Angola, où les révolutionnaires du SWAPO disposent de solides appuis.

L'année 1981 verra la situation en Afrique australe s'aggraver considérablement. La faute en revient aux puissances occidentales.

Edouard BAILBY

Nouveau rationnement de la viande et du sucre

L'agriculture polonaise traverse une crise grave

Le gouvernement de Varsovie admet que la production de céréales et de fourrages a atteint son niveau le plus bas depuis vingt ans. C'est une situation exceptionnelle que ne connaissent pas, à l'Est, des pays comme la Bulgarie et la Hongrie.

VERITABLE point noir de l'économie polonaise, et l'une des priorités absolues du programme de redressement économique du gouvernement du général Jaruzelski, la question agricole se présente sous de mauvais auspices.

Alors que l'approvisionnement alimentaire de la population connaît une situation de plus en plus critique, la presse a déjà laissé savoir qu'il manquera pour les semailles quelque 130 000 tonnes de semences de céréales et 330 000 tonnes de pommes de terre.

Les derniers chiffres communiqués par le ministre de l'Agriculture, Jerzy Wojtecki, témoignent d'une situation catastrophique : la production céréalière et de fourrages a atteint, en 1980, son niveau le plus bas depuis ces vingt dernières années (18,3 millions de tonnes au lieu des 22 millions prévues par le plan). Les récoltes de pommes de terre et de betteraves à sucre ont été respectivement inférieures de 50 et 65 % par rapport à « la normale ».

Le secteur de l'élevage n'est pas mieux loti. On enregistre une baisse importante des cheptels porcin et bovin, dont le nombre de têtes en janvier 1981 avait respectivement chuté de 10,7 et 6,8 % par rapport au mois de janvier de l'année précédente. Wojtecki a reconnu que le manque de fourrage et les coûts élevés de production dans l'élevage — comparés aux prix de détail des produits sur le marché — constituaient autant d'éléments dissuasifs pour les agriculteurs. Ils s'est engagé à prendre des mesures afin d'inciter à une reprise de la production.

Les autorités polonaises semblent avoir pris conscience que toute solution du problème passe par une « remise en confiance » du secteur indépendant (privé) agricole. Les accords conclus le 20 février dernier, à Rzeszow, traduisent bien cette volonté de rassurer les agriculteurs, en leur reconnaissant le droit à la propriété privée et en les plaçant sur un pied d'égalité avec les autres secteurs de l'agriculture (fermes d'Etat et coopératives de production).

Les prix payés par l'Etat aux paysans privés pour leur production agricole n'ont pas progressé depuis cinq ans (ils ont même baissé dans certains cas) alors que dans le même temps les prix d'achat de l'outillage ont doublé (c'est le cas des tracteurs) ou même triplé (pour les charrues).

Face à ce défi, la tâche est énorme. Le gouvernement doit compter notamment avec une structure agraire polonaise qui se caractérise par un morcellement (60 % des exploitations privées ont une superficie de moins de cinq hectares) incompatible avec la modernisation technique envisagée par les programmes successifs de relance.

Les Polonais ont déjà commencé à subir les répercussions de cet état de fait dans leur vie quotidienne : la viande sera rationnée à compter du 1er avril (4,5 kg par personne et par mois en moyenne). Quant à la ration mensuelle de sucre, actuellement de 2 kg par personne, elle tombera à 1 kg.

L'appel à la trêve sociale, lancé par le général Jaruzelski, a reçu un accueil favorable dans l'opinion publique et auprès des syndicats indépendants. Mais le gouvernement aura une lourde tâche à accomplir.

Amnistie pour les guérilleros en Colombie

Le gouvernement du président Turbay Ayala donne quatre mois aux révolutionnaires clandestins pour déposer les armes.

ON s'interroge dans les milieux juridiques de Bogota sur le fait de savoir si la guérilla va poursuivre la lutte armée après l'approbation ces jours-ci par le Sénat de la loi d'amnistie. On fait en effet valoir dans ces milieux que les chefs de la guérilla veulent un pardon général et sans condition.

Aux termes de la loi, les guérilleros dans la clandestinité auront cent vingt jours pour déposer les armes et se rendre aux autorités. La loi, présentée en août dernier par le gouvernement du président Julio Cesar Turbay, bénéficiera a tous les Colombiens, auteurs directs ou indirects d'« *actes de rebellion, sédition, émeute* » commis avant l'entrée en vigueur du décret d'application signé par le président Turbay ces jours-ci.

Cependant, la mesure de clémence ne couvre pas ces mêmes délits lorsqu'ils ont été accompagnés d'enlèvement, extorsion de fonds, homicide commis hors de combat, incendie, empoisonnement de sources d'eau et, en général, « *tout acte de férocité et de barbarie* ».

Les membres des groupes armés qui, ces dernières années, ont enlevé des personnalités ou des riches propriétaires terriens pour financer leur existence ne pourront donc pas bénéficier de l'amnistie.

En février 1980, lors de l'occupation de l'ambassade dominicaine à Bogota par un commando du « mouvement du 19 avril » (M 19), une des principales organisations de guérilla, les chefs de celui-ci avaient proposé au gouvernement une rencontre pour discuter d'une éventuelle reddition en échange de la libération de nombreux prisonniers politiques. L'offre avait été rejetée.



L'ECOLE EN MOUVEMENT

L'AVENIR DES GRANDES ECOLES

Près de 15 000 cadres supérieurs sortent chaque année des différentes écoles d'ingénieurs et des écoles de gestion. Le comité national pour le développement des grandes écoles a rédigé douze propositions afin d'adapter l'enseignement des grandes écoles aux exigences de l'économie et aux besoins de la nation.

La population des ingénieurs diplômés ne cesse de croître : en 1960, il y en avait un peu plus de 100 000, en l'an 2005, on en comptera près de 400 000. *« S'il n'y a pas aujourd'hui de problème d'emploi pour les ingénieurs,* précise Jean-Arthur Varoquaux, le président du CNGE, *il ne faut pas oublier qu'on nomme les ingénieurs pour quarante ans et que leur formation doit s'adapter aux impératifs nationaux et internationaux. »*

Dans ces douze propositions, le CNGE préconise des mesures pour permettre une meilleure ouverture sur le monde, pour augmenter la capacité d'innovation des diplômés des grandes écoles, et des mesures pour contribuer à l'évolution des grandes écoles.

LE BON SENS, C'EST LA PREVENTION

On meurt bien plus en France par l'alcool que par la drogue. C'est pourquoi le Syndicat national des médecins scolaires et universitaires, qui est affilié à la **FEN**, vient de publier une nouvelle édition de sa brochure : *la Drogue, une réalité, non une fatalité,* dans laquelle il insiste sur le rôle qui doit être donné à la prévention dans la lutte contre la drogue. Parmi les mesures préconisées : rendre les structures scolaires plus humaines et recruter et former des équipes éducatives ayant une connaissance plus réelle des jeunes.

L'ADMINISTRATION DANS LES LYCEES

Le Syndicat national des personnels d'administration des lycées et établissements secondaires a tenu son congrès la semaine dernière à Marseille. Les participants ont estimé que les associations de parents d'élèves, ainsi que les syndicats d'enseignants et d'étudiants *« cherchent à peser sur la marche de leurs établissements »* et pensent que *« si ces pressions s'accentuaient, elles aboutiraient à la formation d'un pouvoir parallèle qui les empêcherait d'exercer leurs fonctions »*. Ils ont également insisté sur *« la dégradation de leurs conditions de travail »*.

UNE JOURNEE POUR LES ŒUVRES LAIQUES

Le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège, en asscciation avec la Jeunesse au plein air, organise le 21 mars, une journée nationale sur le thème : « Les œuvres laïques, prolongement de l'école publique. Maintien des postes mis à leur disposition ». Cette journée sera placée sous la présidence de Guy Georges, président du Comité national d'action laïque.

ENSEIGNANT SANCTIONNE

Un enseignant, qui est également maire de Caudebec-lès-Elbeuf, en Seine-Maritime, a été sanctionné pour avoir participé au congrès national de l'Association des maires de France. Le bureau exécutif national du PS proteste contre de telles mesures qui remettent en cause le droit d'un élu de se rendre à un congrès dont il est délégué mandaté par d'autres maires du département. Cela revient en effet à interdire de cumuler les fonctions de maire et d'enseignant.

BREF

Intoxication au mercure

Une famille d'instituteurs d'Erze-la-Petite, près de Bar-le-Duc, dans la Meuse, a été légèrement intoxiquée par du mercure dont on a trouvé une importante quantité dans les différentes pièces du domicile. D'après les analyses médicales effectuées, c'est Christophe, le plus jeune enfant, qui paraît être le plus touché : ses urines contiennent six fois plus de mercure que la normale mais sa santé ne paraît pas être en danger.

Le mercure que l'on a retrouvé dans la maison se présente sous la forme de fines gouttelettes disséminées dans toutes les pièces de la maison, dans les vêtements, les armoires et les vases. Les explications les plus fantaisistes ont été avancées : on a même évoqué « le passage d'un OVNI qui aurait perdu son carburant ». Cependant, l'hypothèse d'un acte de malveillance n'est pas exclue.



Hitler, connais pas

Une série de manifestations pour mieux faire comprendre les réactions de la jeunesse allemande sous le III^e Reich



Depuis le 18 février et jusqu'au 20 mars, le Goethe-Institut, le Centre culturel allemand, organise une exposition avec conférences et projection de films sur le thème : « La jeunesse sous le III^e Reich ». Cette série de manifestations a déjà remporté un grand succès en Allemagne fédérale. Elle est destinée ici aux étudiants d'allemand mais aussi à tous ceux, jeunes et moins jeunes, qui s'intéressent à la question et connaissent mal les raisons et le mécanisme de l'attrait exercé par le III^e Reich sur la jeunesse allemande.

« Ma mère faisait partie de l'Union des jeunes filles allemandes. On en a parlé ensemble, et je sais que son engagement n'avait rien de politique, sauf qu'on lui faisait crier « Heil Hitler ». Planté devant des affiches martiales, à regarder des photos jaunies qui pourraient laisser surgir le visage radieux d'un parent, d'un univers de croix gammées, ce jeune Allemand arbore le calme de l'héritier blasé. Juste un peu crispé d'avoir à raconter. A des Français encore, dont *« tous, ils devraient bien l'admettre, ne sont pas des héros de la Résistance »*. L'eau coule lentement sous le pont de Kehl. D'autant que cette fin d'hiver parisienne teintée de grisaille mélo-rétro ne finit toujours pas d'en parler. *« Mettez le III^e Reich à l'affiche, il y a toujours des Français qui arrivent »* ironise une jeune femme du Goethe-Institut. Jusqu'aux Allemands qui s'en mêlent et proposent, pour la première fois hors de leurs frontières, des documents inédits de la Bundesarchiv. Affiches, films de propagande des années trente et quarante, débats et conférences, le tout en langue allemande, destiné aux étudiants du Capes et de l'agrégation. Une affaire d'universitaires ? Pas seulement. La même manifestation circule depuis deux ans en République fédérale allemande : vingt villes, sept cent mille visiteurs. Un succès. Tout ça parce qu'une enquête du *Spiegel* avait causé un choc dans la population : l'Allemagne s'apercevait que ses jeunes ne connaissaient pas son histoire. Puis vint *Holocauste*.

Victimes d'une idéologie

Aujourd'hui Lutz, Barbara, Jörn et les autres ont seize ans. La guerre, la « question » juive, ils connaissent. Les faits. La main levée, l'uniforme prussien, les camps, la défaite. En leur temps, les grands-parents ont parlé : tous soldats, mais pas tous nazis. La génération suivante se montre moins loquace. L'enthousiasme d'une jeunesse s'est brisé sur une épopée tragique. *« Trop jeunes pour s'en souvenir »*, avancent certains. *« Des boy-scouts qui n'avaient pas le choix »*, disent les autres. A cette époque, où aller ? *« Hitler était l'homme le plus fort,* tente d'expliquer Lutz, *son programme social était plus poussé que celui des autres partis, alors il a profité d'une situation. »* Pour Jörn, le sort des familles nombreuses et pauvres était en quelque sorte « amélioré ». La critique idéologique fait place, ici, à une justification économique. Hitler ou le chaos ? *« Nous devons donner une information plus officielle et plus objective* — sous-entendu, que celle diffusée à la maison — reconnaît Ute Kirchhelle du Centre culturel allemand. *L'exposition a pour but de montrer que les jeunes étaient les vraies victimes d'une idéologie, on a construit pour eux des grands idéaux, on a exalté la force militaire, les films propagandistes avaient pour raison d'être de les enthousiasmer. »* La jeunesse unie dans la jeunesse hitlérienne était sous influence. A cette vision des choses, les jeunes Allemands de 1980 réagissent différemment. Selon les régions ou leur appartenance sociale. *« Tous ont été fortement impressionnés,* confie Heinz Boberach, le directeur des archives de la Bundesarchiv Koblanz. *Ils n'imaginaient pas devoir aller dans les camps pour avoir écouté une musique interdite. »*

Le fascisme n'a pas de frontières

La vie quotidienne d'alors entre aujourd'hui, doucement, dans l'histoire du fascisme.

C'est en classe de quatrième que les jeunes élèves remontent le temps de Néron à Helmut Schmidt. Mais c'est plus sûrement en choisissant un cursus d'histoire qu'ils disserteront sur Hitler... surtout si ces jeunes Allemands vivent en France. Impossible d'échapper à son passé. Rappelés à l'ordre par l'histoire. *« Les Français croient qu'on a honte de notre histoire, il n'y a pas de raison. »* Lutz et Jörn s'expliquent : *« On n'est pas concernés par ce qui s'est passé il y a quarante ans, mais on est concernés par tout ce qui se passe aujourd'hui dans les juntes d'Amérique du Sud. »* La négation de l'individu, en un mot le totalitarisme — les totalitarismes — sont à l'ordre du jour. Les pays de l'Est montrés du doigt lorsque les libertés font place à une idéologie d'Etat. Professeur d'histoire et de français au collège allemand de Saint-Cloud, M. Schütze s'attaque, à l'écouter, au fascisme rampant. Une idée qui peut déplaire. Aux Français en particulier, lorsqu'ils croient y déceler une banalisation du système. Apatride, le fascisme ? Comment donc, ces jeunes Allemands ne sont pas bedonnants, ne boivent pas de bière, ne portent pas l'insigne nazi ? Ah, vous m'avez fait peur, ils sont encore blonds !

Marthe RIVIERE

Vous pouvez encore voir...

Exposition : *« La jeunesse sous le III^e Reich »*.
Conférence : *« La jeunesse et son organisation sous le III^e Reich », le 11 mars à 17 h 30 (en allemand) et à 20 h (en français).*
Films : *« Junger Adler »* de *A. Weidenmann (1944), le 13 mars à 19 h, et « Die Brucke »* de *W. Wicki (1959), le 17 mars à 15 h et 19 h.*
Pour tous renseignements, s'adresser au Goethe-Institut, 17, avenue d'Iéna, Paris XVI^e.

Beullac veut politiser la grève des instituteurs

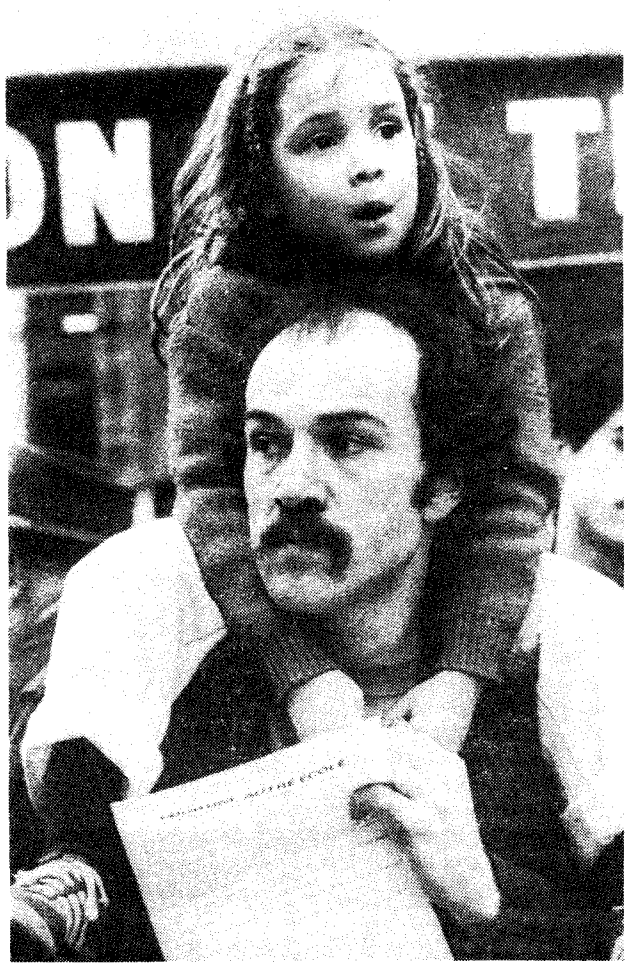
LES instituteurs ont participé massivement à la grève de lundi, qui portait sur la revalorisation des traitements, les problèmes des fermetures de classes et la situation des professeurs de collèges. Selon le ministère de l'Education, 75 % des instituteurs et 30 % des professeurs de collège ont suivi le mot d'ordre d'arrêt de travail de leurs syndicats ; ils seraient plutôt 90 % et 60 % selon ces derniers. Certains départements se sont particulièrement illustrés, comme l'Ariège avec 92 % de grévistes, ou la Corrèze avec 99 %.

Des manifestations se sont également déroulées dans toute la France : un millier de personnes ont défilé à Quimper et à Nantes ; 1 300 à Marseille, 1 000 à Lyon, 900 à Pau, 700 à Bordeaux et près de 4 000 à Paris.

La journée a été conclue par une vive polémique opposant le ministre de l'Education aux syndicats. Christian Beullac a accusé le SNI-PEGC d'avoir organisé « *une grève politique, une grève rituelle décidée trois mois à l'avance (...). Il ne s'agit, pour la majorité socialiste de ce syndicat, que de montrer à la minorité communiste qu'elle est aussi dure que le PC* ».

Gus Georges, secrétaire général du SNI, s'est étonné de cette réaction : « *Christian Beullac pratique la diversion ; ce n'est pas glorieux de sa part : c'est lui qui a mis des obstacles à l'amélioration des conditions de travail dans les écoles et les collèges. Il est plongé dans les aspects politiciens d'une campagne qui lui fait oublier ses responsabilités de ministre.* »

L'Union syndicale nationale des enseignants de France, affiliée à la CGC, a protesté de son côté contre « *l'assertion du ministre de l'Education quant au caractère politique de la grève de lundi. Nous ne sommes pas des adeptes de la grève et nous n'avions pas participé à celles des 24 et 25 avril 1980. Mais les décisions annoncées par le gouvernement le 23 février dernier nuisent aux instituteurs et donc à l'école publique. C'est du fait de la gravité de cette situation que l'USNEF a demandé aux maîtres de déclencher une opération classes mortes* ».



Les instituteurs descendent dans la rue pour défendre leurs conditions de travail.

Cette grève a reposé le problème de l'accueil des élèves. Christian Beullac a annoncé que des textes règlementaires définiront, dans quelques semaines, l'organisation des services de surveillance et de garde les jours de grève de manière que soit « *respecté le droit des parents à l'accueil de leurs enfants dans les écoles* ». Les syndicats d'enseignants n'ont pas manqué de relever à cette occasion que « *le ministre se montre beaucoup moins préoccupé du sort des enfants lorsqu'ils se trouvent abandonnés, en l'absence des maîtres malades, sans qu'aucun remplacement ne soit assuré* ».

La délation ne paie pas

Toujours sans nouvelles de Quini, l'avant-centre du FC Barcelone

LE FC Barcelone qui part à la dérive et à qui le titre de première équipe de la péninsule échappe : c'est l'effet du rapt de Quini sur le moral d'un club qui, pour être le plus riche du monde, n'en est pas moins vulnérable.

La tension grandit au sein du FC Barcelone. Elle grandit aussi dans la ville. Non pas seulement que chacun craigne pour soi et qu'il faille à tous les joueurs vedettes d'une équipe qui n'en manque guère, une armée de gardes du corps. Mais l'impuissance de la police qui, après avoir écarté l'hypothèse du crime politique, s'est lancée sur la piste de malfaiteurs venus d'Amérique du Sud, commence à inquiéter.

Quatre mille policiers mobilisés, des perquisitions et des barrages : tout l'appareil de la répression mis en place mais sans résultat ; il faut l'avouer, le bilan est dérisoire. Déjà, des journalistes espagnols affirment qu'Enrique Castro, autrement dit Quini, n'est plus en Espagne, que ses ravisseurs l'ont emmené en France, dans le Sud-Est vraisemblablement, région où jusqu'ici les enquêteurs se sont bien gardé d'intervenir.

En attendant que l'enquête progresse, alors que depuis dix jours déjà, l'avant-centre de Barcelone se trouve entre les mains de ses ravisseurs, on pense que la rançon de cent millions de pesetas (environ six millions de francs) a été versée par les dirigeants du club le 6 ou le 7 mars et en dehors du territoire espagnol. La réapparition de Quini qui, dès lors, n'aurait pas dû tarder, se fait encore attendre. Un peu comme si les ravisseurs se préparaient au terme d'une épuisante guerre des nerfs, à réclamer davantage.

Une certitude : l'affaire a fait réagir à peu près tout ce que l'Espagne compte d'autorités. Des centaines de messages de soutien sont parvenus à la femme d'Enrique Castro. L'un d'eux est signé du roi Juan Carlos. D'autre part les formations politiques ont réagi par des communiqués véhéments. Tout le monde prend parti d'ailleurs et pas seulement en écrivant. Des centaines d'appels anonymes parviennent à la police. Ils proviennent de personnes ayant cru découvrir une piste, des indices, des suspects. La « délation » n'a, jusqu'ici, pas payé.

J. B.



Quini retrouvera-t-il son maillot de Barcelone ? (Photo Pavlovsky/Sygma)

Des remous autour du «Sea Rover»

TROIS des Hollandais qui ont été interpellés vendredi dernier à Calais après l'arraisonnement du *Sea Rover* ont été libérés lundi après-midi ; quant au quatrième, il est toujours gardé à vue dans l'attente des résultats de la fouille organisée par les responsables des douanes françaises à bord de son yacht le *Libertun* qui aurait pu leur servir pour procéder au transbordement de la drogue.

Du côté britannique, on fait remarquer que le commandant et les huit membres de l'équipage du *Sea Rover* qui a été intercepté dans la Manche ont tous été inculpés d'infraction à la législation sur l'interdiction d'importation de cannabis et restent maintenus en détention préventive.

Le *Sea Rover* était parti des Pays-Bas le 31 janvier dernier. Il avait fait escale à Southampton, en Angleterre, avant de rejoindre le Maroc pour charger la drogue. C'est un avion français qui l'avait repéré dans le golfe de Biscaye, le 4 mars, et, depuis, on ne l'avait plus perdu de vue.

Toujours dans le cadre de cette même enquête, trois autres inculpations ont été notifiées : il s'agit d'un Canadien, Robert David Morris, et de deux Britanniques, Ernest Appleby et Wilfrid Duffy, qui devaient distribuer la drogue en Grande-Bretagne.

Sur les traces du «cerveau» de l'hélicoptère

L'ARRESTATION à Paris de l'évadé par hélicoptère de la prison de Fleury-Mérogis, Gérard Dupré, devrait aboutir incessamment à celle du mystérieux « M. Garnier », qui dirigea l'opération à bord de l'appareil, et dont les policiers connaissent désormais l'identité réelle.

Une très longue réunion de travail a rassemblé lundi le commissaire divisionnaire Pierre Richard, « patron » du SRPJ de Versailles, qui dirige l'enquête, et les autres policiers concernés par l'affaire, en particulier ceux de la brigade criminelle du commissaire Alain Tourré. Les multiples cachettes possibles du malfaiteur recherché semblent très étroitement surveillées par un dispositif policier contrôlé depuis Versailles. Les indications fournies par André Prébet, arrêté à Paris en même temps que Dupré, et celles de Ginette Arnoux, alias « Vanessa », l'amie de celui-ci, ont permis aux policiers de connaître le détail des préparatifs qui ont permis la spectaculaire double évasion.

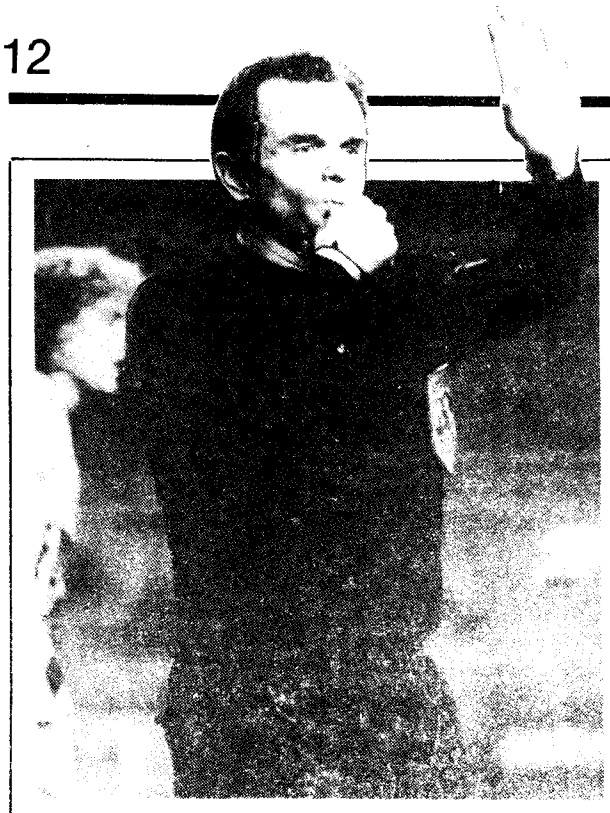
Les enquêteurs, qui se refusent encore à toute déclaration, disposeraient en effet de tous les éléments nécessaires pour procéder « *dans un secteur bien déterminé* » à l'arrestation de « M. Garnier ». Cet homme de trente-cinq ans environ, à l'allure « jeune cadre », avait loué le 27 février l'hélicoptère qui servit à « cueillir » Dupré et Beaumont dans la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. Il est considéré comme le « cerveau » de l'opération, alors que André Prébet, qui se trouvait lui aussi dans l'appareil, ne fait figure que de comparse. Inculpé dimanche soir de « *détournement d'aéronef, d'association de malfaiteurs, d'infraction à la législation sur les armes, de prise d'otage et de connivence d'évasion* », André Prébet, trente-deux ans, devrait quitter rapidement l'hôpital de la Salpêtrière où il était soigné depuis son arrestation.

En revanche, les policiers ne semblent pas avoir retrouvé la trace de Daniel Beaumont, quarante et un ans, l'autre évadé. Ce dernier paraît s'être rapidement séparé de son complice dans la capitale et n'a pas commis l'erreur de reprendre contact avec ses relations connues.

Gérard Dupré, blessé d'une balle à la jambe, est toujours soigné sous bonne garde salle Cusco, à l'Hôtel-Dieu. Son amie Ginette Arnoux, inculpée d'association de malfaiteurs et de recel de criminel, a été écrouée dimanche soir à Fleury-Mérogis !

• **Alain Peyrefitte, qui effectue** une tournée de vingt tribunaux et cours d'appel de province pour expliquer la loi Sécurité et Liberté, a déclaré qu'il trouvait « *dangereuses les orientations du Mouvement autodéfense.* »

Il s'est une nouvelle fois déclaré hostile aux « *longs séjours de jeunes délinquants en prison* ». « *La détention n'est pas l'idéal pour les jeunes délinquants. Elle l'est encore moins pour les autres* », a-t-il affirmé.



Ne tirez pas sur l'homme en noir

SIFFLET, jeu de cartons, chronomètre et surtout tenue sombre à mi-chemin entre l'habit et le vêtement sportif : l'arbitre ne peut guère compter sur les insignes de sa fonction pour forcer le respect des équipes. Sans parler de celui, si tenu, des supporters. Bien souvent d'ailleurs, celui sans lequel toute partie serait comme privée de sens et finalement dégénérerait en empoignade, essuie les injures voire les coups.

Tout cela va changer. Du moins, en football. La FFF, avec un beau mouvement d'indignation et de menton, a en effet décidé de modifier les règlements de sorte que les joueurs coupables de ne pas respecter les décisions de l'homme en noir soient frappés plus durement.

Dans le cas de propos outrageux « excessifs », le contrevenant risquera désormais de un à quatre matchs de suspension : dans celui de violences à l'égard de l'arbitre, la notion de responsabilité collective pourra être retenue et l'équipe coupable déclarée automatiquement perdante.

L'excès des peines finira-t-il par ouvrir les yeux des plus aveugles et la paix régnera-t-elle sur les terrains de jeu ? C'est le pari que fait la FFF assez semblable en cela au premier venu de nos législateurs avancés et libéraux. Si la menace du châtiment suffisait, si toute la question, en sport comme ailleurs, n'était pas de retrouver la source perdue du respect, non pas des fonctions mais des hommes, on pourrait sans réserve applaudir aux décisions fédérales...

Jean WEBER

La route du Sud est ouverte

Le peloton de Paris-Nice démarre sans Hinault, mais avec Duclos-Lassalle

Elle se présente comme la course du soleil. Et ne mérite pas à chaque fois son nom. Une étape, l'an dernier, dans le massif du Forez, n'eut rien à envier à certaines heures très éprouvantes d'un quelconque Paris-Roubaix. Ainsi, les 126 coureurs inscrits au départ de cette première grande classique du cyclisme qu'est Paris-Nice risquent d'abord d'avoir à se battre contre les intempéries. Excepté Bernard Hinault, bien sûr, qui se prépare à d'autres combats.

LA trente et unième édition de Paris-Nice prendra donc son envol, mercredi, à Meaux où se disputera sur 7,300 km le prologue contre la montre. La participation sera, cette année, exceptionnelle par sa diversité. En effet, 126 coureurs représentant 16 nations participeront à la course du soleil, baptisée ainsi par les suiveurs.

Bien sûr, il manquera à l'appel un homme, certainement le meilleur de sa génération, le champion du monde en titre, le Breton Bernard Hinault, qui a préféré mettre à son programme cette saison une épreuve italienne : Tirreno-Adriatico.

« Sans Hinault, Paris-Nice s'annonce plus ouvert, souligne, avec un peu d'amertume dans le cœur, l'organisateur Jean Leulliot. *Je regrette l'absence du champion, qui a des devoirs vis-à-vis de son public. Elle est désagréable pour l'organisateur parce qu'elle entraîne aussi celle de son equipe. La formation hollandaise Ti-Raleigh, qui se distingue généralement dans notre épreuve, a déclaré également forfait. La course, dans ces conditions, devrait être plus explosive. »*

Très brillant, sur les routes belges, dans la célèbre classique : Het Volt, où malgré la coalition des coureurs d'outre-Quiévrain il prit la seconde place derrière Raas, Gilbert Duclos-Lassalle, qui avait imposé sa loi au cours de l'édition 1980 de Paris-Nice, tentera de réussir le doublé. Il pourra compter sur le coucours d'une équipe Peugeot sérieusement renforcée durant l'inter-saison par la presence de Bernaudeau, autre candidat possible à la victoire ainsi que Laurent dont la condition physique s'améliore généralement dans cette épreuve à étapes.

Le clan Peugeot devra se méfier particulièrement des représentants belges, très nombreux sur la ligne de départ.

Des garçons comme Willens, Maertens, De Vlaeminck, De Jonckheere, De Wolf, Bogaert, Vandenbroucke (La Redoute-Motobécane) se mettront sûrement en évidence d'ici au 18 mars (arrivée de la septième et dernière étape à Nice).

On suivra également avec intérêt le comportement des Français : Bazzo, Bittinger, Friou, Chassang, Hézard, Tinazzi ; des Espagnols : Lejarreta et Fernandez ; des Hollandais : Kuiper, Lammertink, Schipper ; des Italiens : Baronchelli, Contini ; du Norvégien Knudsen ; de l'Allemand Thaler, qui chercheront à tirer leur épingle du jeu.

Pour la première fois dans l'histoire de Paris-Nice, le peloton comprendra des Finlandais. Ceux-ci habitués au froid et à la neige ne se plaindront pas si — comme l'an dernier — de mauvaises conditions atmosphériques président au déroulement de ce trente et unième Paris-Nice.

Ces conditions climatiques épouvantables sont certainement à l'origine du forfait des champions, qui ne veulent pas compromettre la suite de leur saison, en sortant de Paris-Nice atteints par une bronchite par exemple. Les organisateurs soucieux d'éviter cette psychose collective ont d'ailleurs, cette saison, construit leur course en fonction de ces impératifs. C'est ainsi que Paris-Nice atteindra le sud de la France dès le soir du cinquième jour de course.

Jean-Yves MARREC

Un nouveau souffle dans l'athlétisme français?

Avant de participer aux championnats du monde de cross à Madrid, le 28 mars prochain, Francis Gonzales vient d'être élu au comité directeur de la Fédération française d'athlétisme

L'ASSEMBLEE générale de la Fédération française d'athlétisme a reconduit Michel Marmion à sa présidence et a désigné samedi son nouveau comité directeur.

Parmi les trente membres, trois athlètes de haut niveau, actuellement en activité, ont été élus. Francis Gonzalez, Chantal Réga et Jean-Michel Bellot. Nous avons demandé à l'un d'entre eux, le Bordelais Gonzalez, de nous confier ses impressions.

— Vous avez recueilli 3 223 voix, ce qui vous place en sixième position. Qui est ce nouvel élu ?

— Je suis âgé de vingt-neuf ans, je suis inspecteur principal aux Télécommunications à Pessac. Je cours depuis treize ans dans mon club de l'ASPTT Bordeaux.

J'ai été sélectionné plus de quarante fois en équipe nationale et je suis actuellement recordman de France du 5000 m (13'20") et du 3000 m (7'40"). J'ai remporté le titre européen en salle sur 800 m en 1973 à Rotterdam.

— Que représente pour vous cette élection ? Pensez-vous que vous jouerez un rôle réel ?

— J'attends beaucoup de cette élection et j'espère tenir un rôle efficace.

Cependant, je me pose une question : aura-t-on la parole ou non ? Je dois dire que depuis 1977, date de l'entrée d'athlètes au comité directeur, je n'ai pas senti un changement notable. Et pourtant, il existe des problèmes dans l'athlétisme français. En premier lieu, celui de son déclin et de la désaffection des jeunes. Il faut recruter.

J'espère que Chantal Rega, Bellot, que je connais bien, et moi-même, pourrons faire avancer les choses. Parmi les dossiers importants, celui de l'athlète de haut niveau doit être étudié. Il faut favoriser sa reconversion avant tout.

— Quel est votre sentiment devant l'éviction de Michel Jazy qui n'a pu être réélu au comité directeur ?

— J'apprécie beaucoup Michel Jazy, mais il est membre d'une société directement concernée par le sport. Il est difficile de concilier les deux rôles. Je pense qu'il a été écarté pour ses fonctions chez Adidas.

— En cette période d'élection présidentielle, comment réagissez-vous devant l'engagement d'un sportif dans le débat politique ?

— Tout citoyen a le droit de s'engager et le sportif est, avant tout, un citoyen. Toutefois, il ne faut pas profiter de son nom et de sa renommée publique. Certains exemples montrent que le souci publicitaire est plus réel que le travail purement militant.

— Votre entrée au comité directeur vous permet-elle de dresser un premier bilan de votre vie de sportif ?

— Oui, bien entendu. Le sport a toujours compté dans ma vie et l'a enrichie.

Je suis persuadé que toute activité physique est bénéfique, sans qu'il soit nécessaire de faire de la compétition. Celle-ci n'est d'ailleurs pas toujours synonyme de vie saine. Je dirais même qu'il n'est pas naturel, sur un plan physiologique, de parcourir 30 km par jour comme moi. Mais j'aime ce que je fais et j'essaie de rester dans des limites raisonnables.



Francis Gonzales. (Photo C. Platiau/SAM)

Propos recueillis par Félix CHIOCCA

AU SPRINT

• **L'ARGENTIN MARIO KEMPES A ETE TRANSFERE** de Valence (Espagne) à River Plate (Argentine) pour 3,5 millions de dollars. Mario Kempes, qui jouait à Valence depuis août 1976, pourra ainsi débuter sous ses nouvelles couleurs le 18 mars prochain, à l'occasion du premier match de la coupe « Libertadores » entre River Plate et Rosario Central, le champion d'Argentine.

• **LE MAROC A REMPORTE LA 6e COUPE OCEANE** de lutte gréco-romaine disputée samedi et dimanche à El Jadida, à une centaine de kilomètres au sud de Casablanca. La France a pris la seconde place devant le Portugal. Chez les Français, se sont particulièrement distingués Patrick Mourier (52 kg), Gilles Delabert (62 kg), Didier Sauvaire (74 kg) et Georges Marx (82 kg).

• **THIERRY TULASNE A ETE ELIMINE DES LE PREMIER TOUR** des championnats de Belgique de tennis en salle, comptant pour le Grand Prix, lundi à Bruxelles, par le jeune Belge Thierry Stevaux (2-6, 5-7). Jimmy Connors (tête de série n° 2) a franchi, pour sa part, sans problème ce cap du premier tour. L'Américain a, en effet, dominé Andres Gomez (Equateur), 6-0 et 6-4. Le Suédois Bjorn Borg (tête de série n° 1) fera son entrée, mardi, face au champion de Belgique, Bernard Belleau.

• **L'ECURIE AUTOMOBILE DE FORMULE 1 OUEST-ALLEMANDE ATS** a engagé un nouveau pilote pour cette saison, le Suédois Slim Borgudd, qui disputera sa première épreuve au Grand Prix de San Marin. Les dirigeants d'ATS espèrent que Borgudd sera un successeur de Stuck, qui a quitté l'écurie en 1978 et troisième vainqueur d'un Grand Prix d'Europe en Formule 1 en 1979. Le Suédois courra pour la première fois en Formule 1 sur le circuit de Jacarepagua, entre Copacabana et Rio. ATS est actuellement à la dernière place du championnat du monde des constructeurs après deux courses. Le Néerlandais Jan Lammers reste cependant le pilote numéro un de l'écurie ouest-allemande.

VARIETES

Qui tire les ficelles?

Si la marionnette relève la tête, elle n'en tend pas moins la main...

Il ne manquait à Pinocchio, ce pantin de bois, que l'usage de la parole pour devenir l'égal des humains. Son créateur le savait bien. Le souffle de vie est donné par l'homme, qui acquiert alors un droit divin, de vie et de mort.

AU cours des millénaires, la marionnette a tenu de nombreux rôles : fonction religieuse, fonction éducative pour les enfants, le tout chapeauté par le divertissement. Elle a véhiculé les mythes, les légendes et les grandes idées de son époque, en étant aussi un outil de contestation populaire.

Aujourd'hui, cette forme d'expression tend à devenir une œuvre artistique parfaite. Pour Jan Dvorak, le directeur artistique du célèbre Théâtre tchèque qui a participé au mois de la marionnette organisé par le Théâtre de l'Est parisien (jusqu'au 29 mars), « *l'objectif des marionnettistes est maintenant de créer, à l'aide de moyens esthétiques, un univers poétique* ». Les marionnettistes utilisent toutes les sortes de marionnettes, mêlent à leurs spectacles masques, comédiens, musiciens, chanteurs, danseurs. Ils sont des hommes de théâtre à part entière.

Cette évolution s'accompagne, depuis peu, d'un engouement nouveau pour la marionnette. En France, les festivals se succèdent au rythme des mois. Vincennes, Angoulême, Nantes, Aix-en-Provence, Lyon la Part-Dieu, Charleville-Mézières (Festival international)... sont sur les rangs.

Certaines compagnies s'adressent, d'ailleurs, exclusivement aux adultes. C'est le cas de deux troupes de génie : du Figurentheater Triangel de Hollande, qui, dans une succession de numéros dépourvus de textes exécutés par des pantins ou par des masques, déchire la poésie d'humour noir et de cauchemars pour recréer un intemporel poétique ; et de*Daru*, troupe française beaucoup moins connue malheureusement, qui présente actuellement *le Gardien d'images*, une recherche sur la quête de la femme, dans une orgie de poupées démentielles, à l'image des fantasmes masculins, avec l'intervention du cinéma et de diapositives. Epoustouflant.

Ces deux théâtres sont, parmi d'autres, les invités de la Saison de la marionnette, qui se tiendra à Marne-la-Vallée jusqu'à la fin avril. Des stages organisés par la compagnie Daru accueilleront les adultes. Quant aux enfants, ils bénéficieront de spectacles à l'école, de rencontres avec les artistes, de soirées avec leurs parents.

Une exposition rassemblant 250 marionnettes du monde entier, 100 affiches et documents ainsi que des émissions vidéo aura lieu jusqu'au 11 avril.

Ces deux théâtres sont aussi au programme de la Biennale de Cergy-Pontoise, qui prendra fin le 13 mars et qui s'est faite le porte-parole d'une vingtaine de troupes et de jeunes talents. Il n'est plus besoin de parler d'Hubert Jappelle, qui préfère, quant à lui, se servir des grands textes « où tout est déjà dit » et inaugure son nouveau lieu de travail, à Eragny-sur-Oise — une usine désaffectée —, avec une nouvelle création, *Antigone*, de Sophocle. Un spectacle d'une sobriété et d'une rigueur empruntées à la tragédie grecque, mais aussi d'une invention majestueuse à l'image de ses marionnettes géantes, de ses chœurs, de ses narrateurs, du lieu scénique et de la musique de Georges Aperghis.

Cette profusion de manifestations, la création de l'Institut international de la marionnette à Charleville-Mézières ne signifient pas pour autant que le monde de la marionnette se porte bien.

En France, particulièrement, Alain Recoing, le président du CNM (Centre national de la marionnette, créé en 1970 pour promouvoir les spectacles), note : « *Probablement, moins de 1 million et demi de francs, toutes subventions réunies* (y compris celles de l'Etat versées au CNM et à une quinzaine de marionnettistes) *est accordé aux trois cents groupes et créateurs. Une discrimination dans les aides et les circuits de distribution, et la diminution dramatique des possibilités de coproduction avec les maisons de la culture, les centres dramatiques, les CAC (Centres d'action culturelle) aggravent la situation.*

» *Si nous avons aujourd'hui la formation, les aspirations, l'activité, le public, les besoins des hommes de théâtre,* ajoute Alain Recoing, *nous voulons en avoir les moyens.* »

Le théâtre n'est-il pas un bien pauvre frère ? Le mal dont souffre la marionnette n'est pas étrangère à celui dont suffoque le théâtre : la politique culturelle en cours.

Mireille DUMAS

THEATRE

L'ère du soupçon

«Petit déjeuner chez Desdémone», de Janusz Krasinski



De gauche à droite : Jean-Daniel Laval, Silvia Monfort, Georges Word et Alain Mottet.

TOUT est politique. Mais chut ! il ne faut pas le dire, même le mot a mauvaise presse. En France, il provoque sarcasmes et ricanements. Sous d'autres climats, il peut conduire en prison ou devant le peloton d'exécution. Au théâtre, il vaut mieux lui trouver d'autres habits, une présentation plus innocente. Janusz Krasinski a eu cette habileté en écrivant son *Petit Déjeûner chez Desdémone*.

Un certain Tadé (Georges Word), en prison depuis plusieurs années, rentre chez lui à l'improviste, un beau matin. Il trouve sa femme Hanka (Silvia Monfort) en train de prendre son petit déjeûner avec Adam, l'ami de la famille (Alain Mottet). Les prémisses d'un drame psychologique sur le thème éternel de la jalousie. Une histoire de cocu comme il en existe tant, à la scène et dans la vie. Banale et sordide. Pas de quoi inquiéter un commissaire du peuple !

Pourtant, le public qui vient, en 1981, écouter le discours d'un auteur polonais contemporain sait parfaitement que ce secret d'alcôve n'est qu'une façade, un attrape-nigaud. La fable qu'il va entendre est autre, avant tout politique : celle du soupçon et de ses conséquences. Ici la démonstration et la dénonciation de l'atmosphère de suspicion qui empoisonne tant de peuples est remarquablement transposée dans cet intérieur quotidien, autour de quelques tasses de café et de tartines beurrées.

Pas de violence libératrice, pas d'accusations directes, mais des questions insidieuses, des revirements, des pirouettes vicieuses, des mots lourds de sous-entendus. Un filet qui se tisse inexorablement, maille après maille, avec parfois un léger relâchement pour pouvoir serrer encore plus fort, le coup d'après. Lorsque l'interrogatoire devient plus musclé la cause est déjà entendue. L'aveu n'est même pas nécessaire. Le piège est refermé.

Ce jeu diabolique est mené de main de maître par Tadé, celui qui revient, victime devenu bourreau, contaminé à son tour par l'horrible poison de la suspicion. La femme sera vaincue, coupable seulement d'avoir été soupçonnée, et l'ami sera chassé. Il deviendra à son tour l'absent, l'exilé. Lui aussi pour un simple doute. L'engrenage inexorable qui permet à des pratiques inacceptables de se perpétuer.

Une lueur d'espoir cependant dans ce climat oppressant : la présence aux côtéx de Tadé d'un jeune compagnon de cellule (Jean-Daniel Laval), libéré en même temps que lui. Un être un peu fou, dont le seul désir est de respirer à pleins poumons, de crier à pleine gorge ; de vivre ! Il ne participe pas à la mise en accusation. Il annonce peut-être la venue d'une nouvelle génération d'individus. Un autre bonheur de vie. Une autre politique.

L'interprétation est remarquable, le rythme imposé par le metteur en scène, Jaroslav Vizner, est un peu lent et le décor de Jiri Koltar, bien que réussi, constitue parfois une course d'obstacles pour les comédiens. Le propos intimiste souffre aussi d'être dit sous un chapiteau. On ne peut pas faire n'importe quel théâtre en n'importe quel endroit.

Ce spectacle reste cependant une très belle leçon d'analyse politique.

Claude BROUSSOULOUX

• *Au* carré Silvia Monfort. *531.28.34.*

• *Le texte intégral de la pièce est publié dans l'*Avant-Scène *du 1er mars, n° 685.*

Rendez-vous enchanteur avec Mireille

« J'ai écrit au moins cinq cents chansons et j'en ai bien raté quatre cent soixante-quinze... »

Elle éclate de rire.

« Tout de même, ce que j'ai fait de mieux c'est le Petit Conservatoire Ça dure depuis vingt-cinq ans. C'est beaucoup. J'en ai vu passer vous savez. J'en ai eu des élèves ! Certains sont devenus avocats, journalistes ou romanciers comme Pascal Sevran. Il était là en même temps que Françoise Hardy ».

Dire de Mireille qu'elle est jeune, qu'elle est toujours jeune, c'est encore rester au-dessous de la vérité : Mireille c'est la jeunesse même. Elle réussit la gageure d'interpréter une jeune fille brebis de seize ans, au milieu d'une troupe qui n'a pas vingt ans d'âge en moyenne, dans la délicieuse comédie musicale **Le journal intime de Caroline Pétard, une brebis pas comme les autres.** (1)

« C'est la première fois que je joue une comédie musicale, nous confie-t-elle. En plus de cinquante ans de carrière, il était temps ! J'en avais très envie, alors, comme j'avais tout le matériel sous la main... (Par matériel, elle entend les onze garçons et filles qui jouent avec elle.) **Vous avez vu comme ils sont bien, tous ?**

« Ce qui me turlupine, à présent, c'est que j'essaye d'écrire un livre, tâche extrêmement difficile. J'envoie le manuscrit par paquet de 50 pages à mon éditeur. Robert Laffont, qui a l'air très content, mais il y en a déjà 300 et ce n'est pas fini. Il va peut-être trouver ça un peu long, mes souvenirs... »

Voilà la récompense et la rançon d'une vie si riche, parmi les poètes, les musiciens, les gens de la balle, aux côtés de ce sage que fut Emmanuel Berl. Que Mireille n'hésite pas à se raconter ! Si sa plume ressemble à sa voix, elle aura, une fois de plus, gagné la partie.

Dominique TARAYRE

(1) En matinée seulement, à 15 h 30, les mercredis et samedis, à la Cour des Miracles, 23, avenue du Maine.



Salut au nouveau confrère !

Le 20 mars paraîtra un nouveau mensuel, intitulé *Cinéma des événements.* Il a pour vocation de situer les films dans le contexte de l'actualité et de nous inviter à réfléchir. A preuve : le sommaire, qui nous propose un article sur *Fascisme et cinéma,* d'Alain Penso, et une interview de Claude Régy sur Brecht.

LIVRES

Jeanne Cordelier : «On ne choisit pas d'être marginal»

JEANNE CORDELIER, c'était d'abord le succès foudroyant de son premier livre : *la Dérobade*, témoignage bouleversant et cruel de sa vie de prostituée. Un best-seller, ça fait forcément des envieux, alors on l'attendait au tournant : allait-elle, dans un second volume, nous servir le même récit, un tant soit peu réchauffé ? *La Passagère* (1) paraît et cloue le bec aux médisants. Une romancière est née. Elle a créé une héroïne, Sara, et des personnages qui gravitent autour d'elle. De prostitution, pas un mot. C'est une histoire d'amour, avec quand même en toile de fond le milieu des trafiquants de drogue.

— *J'ai choisi de parler de ce milieu parce qu'il existe*, nous dit l'auteur. *Je l'ai connu, donc je témoigne. Je ne suis pas née dans une famille bourgeoise, avec du fric. De ma petite place, j'ai vu pas mal de choses. Et, comme on porte en soi ses livres, on porte aussi sa vie, son passé.*

— Pourquoi avoir choisi justement un trafiquant de drogue, un personnage que, par définition, il est impossible d'aimer ?

— *Je crois que le fait que la société méprise les trafiquants n'importe guère. Ce qui compte, ce que je voudrais que l'on retienne, c'est le cri d'amour de Sara pour un homme, quel qu'il soit... D'ailleurs, dans* la Dérobade, *Gérard n'était pas non plus un personnage sympathique. Pensez, un proxénète !*

— Oui, mais il vivait...

— *Parce qu'il agissait ! Si j'avais donné un rôle plus présent à Angie, on aurait vu aussi les mécanismes de sa personnalité, sa sensibilité, ses faiblesses... Je crois qu'il n'y a pas de vérité à cacher. Tous ces mondes un peu parallèles dont je parle sont intéressants parce qu'on devine tout ce qui se cache derrière ; tout ce que ça peut impliquer de politique et d'humain. Dans le roman que je suis en train d'écrire, il y a un alcoolique et un homosexuel. Eux aussi sont des gens captivants.*



« Tous responsables... »

— Toujours des marginaux...

— *Ce sont des êtres qui font partie de notre société ! Qui sont marginalisés par la société, c'est très différent. On ne décide pas d'être marginal. Ce sont les « bidons » qui pensent cela, pour se procurer des émotions fortes. Un alcoolique ne choisit pas de boire, une fille de vingt ans ne choisit pas de se prostituer. Un jour, c'est le couteau sous la gorge un peu trop enfoncé, et voilà. Le reste, c'est de la rigolade. Les marginaux que je décris dans mes livres sont peut-être des déshérités de la société, mais ils en font partie. Nous sommes tous responsables quand un homme est malheureux...*

— Vous avez l'impression de faire œuvre utile en parlant de ces déshérités ?

— *Je crois que des romans comme les miens sont nécessaires parce qu'ils mettent en évidence un monde que chacun voudrait oublier. Ou alors, lorsqu'on en parle, c'est avec une approche de zoologiste ! Et ça, c'est très grave. Même les mots que les gens emploient trahissent leur mépris. Il faudrait un langage neuf.*

— C'est peut-être le travail du romancier...

— *Sans doute, mais c'est surtout celui des gens qui font l'information, et j'ai peur que ce ne soit pas encore pour demain. Il y a trop de personnes qui ont intérêt à ce que chacun reste dans son ghetto.*

— Vous n'avez pas envie de vous intéresser aux problèmes d'un cadre moyen ?

— *Pour l'instant non. Plus tard peut-être...*

Propos recueillis par Didier GOUX

(1) La Passagère, par Jeanne Cordelier. *Hachette-Mazarine, 345 pages.*

Quatre pas aux Caraïbes

IL a commencé dans les limbes, au son de la voix de sa grand-mère. Puis il a mis *« les talons derrière, les orteils devant »*, et il a marché. Comme un chien de cœur, le lecteur s'attache à ses pas et ne peut le quitter ; il avance avec lui, lentement pour savourer le suc d'un univers luxuriant, peuplé de mots, d'images, de couleurs, de délicates incartades. C'est ainsi qu'on entre dans le livre de Xavier Orville, *l'Homme aux sept noms et des poussières*.

L'auteur, né à la Martinique, agrégé de lettres, enseignant à Lavaur, à Muret et à Toulouse, a été conseiller culturel d'un autre poète, l'ancien président de la république du Sénégal, Léopold Sédar Senghor.

Il dit d'un de ses personnages qu'*« il sait bouger les oreilles dans toutes les directions, ce dont bien des gens restent incapables malgré toute leur culture »*. Le lecteur, lui, se pose cette question : comment un agrégé de l'Université peut-il avoir préserver son état de grâce au point de bouger les oreilles avec autant de brio ?

Le personnage errant de son livre n'a pas de nom, il en change au gré des événements sur les traces d'une passion fuyante, la belle Lune ouverte. Il va d'un mot à l'autre, d'un rêve à l'autre, comme un jongleur qui ne pourrait arrêter la course de ses balles. Il a *« le faciès des coureurs de nuages »* et l'art de vous faire de temps à autre, au bon moment, retoucher terre, juste pour vous montrer que l'air y est irrespirable. Selon lui, il n'y a pas de liberté hors du rêve, et il suffit d'une pirouette, d'un jeu de mots pour y repartir. Mais son humour dissimule, comme par pudeur, la profondeur d'une idée. Sa truculence même ne s'exprime que par ricochets. Il dit par exemple : *« Un piano rouge vif indiquait que le désir était à son point d'ébullition. »* Imprimé en lettres multicolores et succulentes, son livre brûle et grise comme un punch antillais.



Xavier Orville : il sait bouger les oreilles.

Marie DORÈNE

• *Grasset, 190 pages.*

Aux portes de la nuit

«Uniforme de général», de Mircea Eliade

AUTEUR secret mais révéré par ses lecteurs-initiés, Mircea Eliade, roumain d'origine, vit en exil depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pourtant son œuvre, écrite dans le plus châtié des français, puise volontiers son inspiration dans le folklore natal. Ainsi les quatre nouvelles qui vienne de paraître se situent-elle résolument ailleurs, hors du temps, en marge de la réalité. *Le Macranthrope* nous présente un héros affligé de gigantisme, qui doit quitter les siens pour courir la montagne, au grand effroi des bergers. Mais sa spiritualité sort grandie de l'épreuve. *Douze mille têtes de bétail* relate l'apparition de fantômes dans un abri de Bucarest, au cours d'une alerte. *Ivan* suit le délire d'un soldat agonisant en route vers l'au-delà. Enfin, *Uniformes de général* tente de décrypter les secrets de l'autre monde à travers les paroles d'un mourant. Entre le récit et la méditation, ces textes nous entraînent au cœur de la nuit, aux portes d'un mystère dont Eliade nous livrera peut-être quelques-unes des clés dans les mémoires dont il a entrepris la rédaction.

Jacques BRUNEL

Editions Gallimard, 195 pages.

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

• **Besançon.** Théâtre : *la Chute*, d'Albert Camus. Réalisé et interprété par Marcel Guinard. Boutique-Théâtre. Jusqu'au 14 mars.

• **Hérouville.** Théâtre : reprise du *Penthésilée*, de Kleist, par le Théâtre d'Ostrelande. Mise en scène d'André Malarte. Théâtre du Grand-Parc. Jusqu'au 14 mars.

• **Caen.** Théâtre : *Ella*, d'Herbert Achternbusch. Mise en scène et texte français de Claude Yersin. Centre dramatique national. Jusqu'au 9 mai.

Cannes. Variétés : récital *Catherine Ribeiro*. Palais des Festivals, le 11 mars.

Le Raincy. Variétés : *les Compagnons de la chanson*. Salle des fêtes, le 11 mars.

Albertville. Variétés : *Marcel Amont*, le 11 mars.

Chambéry. Rock : *le groupe Imago*. Théâtre Charles-Dullin, le 11 mars.

Brest. Théâtre pour enfants : *Les aventures de Victor Piquelune*, par le théâtre de l'Arrache-Cœur. Atelier CS Bellevue, 14 heures, le 11 mars.

Avignon. Colloque : *Comment développer la vie culturelle dans les communes ?* Une question à laquelle répondra l'association des maires de France, réunis sous la présidence de Roger Quilliot, sénateur-maire de Clermont-Ferrand. Au programmes des débats : les écoles de la musiques, les écoles d'art, le musée d'histoire naturelle, les 11 et 12 mars.

Lyon. Variétés : *Anne Sylvestre*, à la Bourse du travail. Le 11 mars, 21 heures.

Lyon. Théâtre : *la Tempête*, de Shakespeare. Mise en scène par François Marthouret. Théâtre du VIII[e], jusqu'au 14 mars.

Saint-Denis. Théâtre : *la Bête dans la jungle*, d'Henri James, dans une adaptation de Marguerite Duras. Mise en scène d'Alfredo Rodriguez Arias. Théâtre Gérard-Philipe, jusqu'au 5 avril.

L'Essonne contre le racisme

La Maison des jeunes et de la culture de Chilly-Mazarin, (18, rue de Savigny) organise une série de manifestations antiracistes qui comportera, le 13 mars, *la Fête des immigrés ;* le 27 mars, à 20 h 30, la projection de l'excellent reportage *French Confection* et un débat ; le 28 mars, à 14 h 30, la projection du film *Femmes immigrées* et à 14 h 30 et à 21 heures, un concert, *Music against racism;* le 3 avril, un gala Paco Ibanez et Jacques Florencie. Enfin, une exposition se tient jusqu'à la fin du mois sur le thème : *Les immigrés ne sont pas responsables de la crise.*

ON RECHERCHE

• Vous qui cherchez un livre, un article, un disque, un renseignement d'ordre culturel, écrivez-nous. Chaque semaine, nous publierons gratuitement votre message. Et peut-être un lecteur viendra-t-il vous dépanner ?

Service culturel, *Combat socialiste*, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

1[er] Festival international du film musical

Vingt-cinq longs métrages musicaux et autant de courts métrages français et étrangers seront en compétition du 13 au 22 mars pour le 1[er] Festival international du film musical. Il se déroulera au cinéma le Rex à Paris. Sont déjà annoncés : Americathon, Beatles, Blank Generation, Dance Crazy, Headin for Broadway, No Nukes, Times Square, Roller Boogie et Magical Mystery.

Négociations secrètes

POUR illustrer le problème que posent les prises d'otages, les « Dossiers de l'écran » nous proposent un film qui a tenu en haleine quarante millions de téléspectateurs américains. Son auteur, Pierre Salinger, est parvenu à reconstituer le drame que vécurent ses compatriotes, prisonniers à Téhéran durant quatre cent quarante-quatre jours. Le montage, réalisé à partir de 500 cassettes vidéo, nous permet de revivre en direct l'actualité brûlante d'hier, depuis les premiers contacts secrets avec le président Bani sadr jusqu'à la libération finale, en passant par l'échec des diverses missions et le désastreux raid sur Tabbas.

Prendront part au débat qui suivra : Me Christian Bouriguet et Me François Chéron, avocats français qui servirent d'intermédiaires avec M. Hector Villalon, homme d'affaires argentin. Nous entendrons aussi Robert Armao, porte-parole de l'ex-chah à Panama, Eric Rouleau, correspondant du *Monde* en Iran, et Pierre Salinger, directeur pour l'Europe de la chaîne de télévision ABC. Une passionnante soirée en perspective.

Antenne 2, mardi 10 mars, à 20 h 40.



La libération des otages

Mardi 10 mars

20 h 30 — Le grand débat. Avec Valéry Giscard d'Estaing. Emission de Jean-Marie Cavada et Patrice Duhamel.

21 h 30 — Le rendez-vous du 3e millénaire. « En finir avec la faim ». Réal. Claude Givray
Avec Wassili Leontief, prix Nobel d'Economie, Jacques Poly, directeur de l'INRA, Jacques Perrot, co-fondateur du Centre national pour l'exploitation des océans.

22 h 30 — Traits de mémoire. Une histoire de la bande dessinée. Série d'André Blanc, réal. Claude Miller.
La bande dessinée aujourd'hui et les différents courants qui lui ont permis de s'exprimer.
Avec Pierre Tchernia, Jacques Sadoul, écrivain, Etienne Robiel, libraire, Marcel Brion, de l'Académie française.

23 h 05 — Journal.

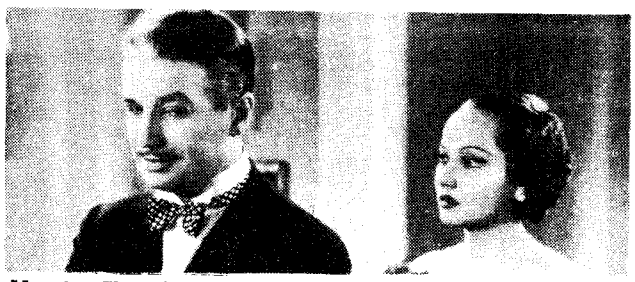
20 h 00 — Journal de l'A2.

20 h 30 — D'accord, pas d'accord.

20 h 40 — Dossiers de l'écran : Les 444 jours de Téhéran.
Emission de Pierre Salinger. Production de la chaîne américaine ABC.

23 h 30 — Journal de l'A2.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.



Maurice Chevalier et Merle Oberon dans *l'Homme des Folies-Bergères.*

20 h 30 — L'homme des Folies-Bergère.
Film de Roy del Ruth et Marcel Achard (1935). Avec Maurice Chevalier et Merle Oberon.
Eugène Charlier imite sur la scène des Folies-Bergère le baron Cassini. La femme du baron, qui assiste à la représentation, est troublée par tant de ressemblance. Tout à fait par hasard, le véritable baron est obligé de partir précipitamment pour Londres.

21 h 50 — Soir 3.

Mercredi 11 mars

12 h 10 — Réponse à tout.

12 h 30 — Midi-Première.

13 h 00 — Journal.

13 h 35 — Portes ouvertes. Emission proposée par Claude Ruben et Bénédicte Laplace, réalisée par Marie-Ange Horlaville.
Reportage sur les activités et les loisirs des handicapés.

13 h 55 — Les visiteurs du mercredi. Emission réalisée par Christophe Izard.
Spécial 6/10 ans : Jacques Trémolin parle des baleines. La belle santé : pression sur le tympan.
Spécial 10/15 ans, avec le groupe Street Boys. Dossier : le trac. Super parade des dessins animés. Studio 3, avec Rod Stewart et Madness.

17 h 55 — Une minute pour les femmes.
« Les métiers les plus séduisants ne sont pas forcément les plus agréables. »

18 h 00 — Automag. Le magazine de l'automobiliste. Les voiturettes et le troisième rétro.

18 h 20 — L'île aux enfants : « Sieste obligatoire ».

18 h 50 — Avis de recherche. Avec Jean-Claude Bourret, François Valéry et Bette Midler.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 40 — Les paris de TF1. Avec Claude Chabrol.

19 h 50 — Tirage du loto.

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — Le bouffon. Téléfilm.
Réal. Guy Jorre, d'après une idée de Bernard Haller, adapt. et dial. Jean-Claude Carrière et Bernard Haller. Avec Fernando Rey, Françoise Dorner, André Falcon et Bernard Haller.
De nos jours, à bord d'un paquebot transformé en club de vacances... M. Georges, un riche châtelain, invite Lajoie, l'animateur du club, à venir égayer une soirée chez lui, soirée qui s'avérera désastreuse. (Voir encadré.).

22 h 00 — La rage de lire. Emission de Georges Suffert. Réal. Pierre Desfons.
Président ou monarque ? Avec Thomas Ferenczi *(Le prince au miroir)*, Paul Granet *(Ne dites pas au président que je suis UDF, il me croit socialiste)*, Roger-Gérard Schwartzenberg *(La droite absolue)*, Alain Griotteray *(Lettre aux giscardo-gaullistes)*, Charles Hargrove *(L'autre Giscard)*.

23 h 10 — Journal.

10 h 30 — Antiope.
L'informatique à l'école. Biologiste. Livres.

11 h 30 — Décrochages régionaux.

12 h 05 — Passez donc me voir.

12 h 30 — Un mort tout neuf.
« Mais où est passé le nouveau testament d'Albert ? »

12 h 45 — Journal de l'A2.

13 h 35 — Télévision régionale.

13 h 50 — Face à vous.

14 h 00 — Aujourd'hui madame. Les mercredis.

15 h 15 — Bonanza.
Annie ouvre un restaurant à Virginia City. Adam, le plus gominé des frères Cartright, lui offre son aide.

16 h 10 — Récré A2. Présenté par la jolie Dorothée. Réal. J. Lewartowski.

17 h 45 — Cyclisme : **Paris-Nice.**
Commentaires : Robert Chapatte et Jean-Paul Ollivier.

18 h 10 — Follow me.
Cours d'anglais présenté par Igor Gourine.

18 h 30 — C'est la vie. La faim n'est pas une fatalité.

18 h 50 — Des chiffres et des lettres.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 45 — Top-Club.

20 h 00 — Journal de l'A2.

20 h 35 — Palmarès 81. Réal. Georges Barier. Avec Guy Lux, Karen Cheryl, Gérard Lenorman et Donovan.
Ah ! qu'elle est tarte la variété française ! N'est-ce pas, Jean Christophe ?

21 h 50 — Grand Stade. Emission de Robert Chapatte et Jean-René Vivet. Les cyclistes des hauts plateaux. Formule 1. L'athlétisme à l'italienne. Les jockeys d'obstacles.

22 h 50 — Chefs-d'œuvre en péril. Les abbayes de l'Ouest. Emission de Pierre de Lagarde.

23 h 20 — Journal de l'A2.

18 h 00 — Travail manuel.
Sous la loupe. Electronicien. Bilan de la revalorisation du travail manuel : changer sa vie.

18 h 30 — Pour la jeunesse. Truc et troc.

18 h 55 — Tribune libre. Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste.

19 h 10 — Soir 3.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 40 — Télévision régionale.

19 h 55 — Le coffre au trésor. Dessin animé.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.

20 h 30 — Tout est à vendre.
Téléfilm de Richar Caron et Jean Streff. Réal. Jean Streff. Avec Jacques Spiesser, Juliette Mills, Anne Lefebure.
Pour vivre, Catherine, comédienne jadis célèbre, en est réduite à faire des doublages de films. Un jour, elle rencontre Pierre qui lui propose de recommencer une nouvelle carrière dans le film publicitaire.

22 h 00 — Soir 3.

SELECTION RADIO

Mardi 10 mars

FRANCE-INTER

20 h 30 — Récital Jessye Norman, accompagnée par Dalton Baldwin. Jessye, qui arrive toujours sur scène dans ses draperies lumineuses, le visage large, les yeux brillants, chantera *Die Allmacht, An die Natur, Am See,* de Schubert, puis des œuvres de Brahms, Gounod et Wagner.

FRANCE-CULTURE

9 h 7 — La matinée des autres. « Femmes ivoiriennes. » Réal. C. Mallarmé. Avec la participation de Madeleine Tchicaya, député à l'Assemblée nationale ivoirienne.

Mercredi 11 mars

FRANCE-INTER

17 h 00 — Radioscopie, de Jacques Chancel, avec René Barjavel.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 — Concert Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique, sous la direction d'Emmanuel Krivine. Avec Gérard Poulet, au violon, et Edda Moser, soprano.

FRANCE-CULTURE

12 h 45 — Panorama. L'Inde. Enregistrements réalisés partiellement lors du festival de cinéma de New Delhi.

17 h 32 — Musique-nature. Série de Charlotte Latigrat. Knud Viktor : restitution d'une réalité inaudible, comme le bruit du ver dans le bois. Création de sculptures sonores à partir de chants de cigales et d'oiseaux du Lubéron.

Combat
SOCIALISTE

Le théâtre que Marseille attendait



Marcel Maréchal devant son nouveau théâtre : un pari difficile. (Photo Gallois)

LE cœur de Marseille est en fête. Un nouveau théâtre lui est donné sur le Vieux Port : le théâtre de la Criée. Inauguration le 22 mai. Un événement à saluer dans une cité qui ne possédait auparavant qu'une seule véritable scène de théâtre. Celle du Gymnase... construit en 1803.

Pris en charge par Marcel Maréchal, ce nouveau lieu, composé de deux salles, s'est donné pour vocation la création de spectacles qui permettront *« de rassembler le plus grand nombre sur ce qui, encore aujourd'hui, peut émouvoir, donner à réfléchir et à espérer »*. *« Pari difficile,* conclut Maréchal ; *pari de la vie. »*

Respectueux de l'architecture d'origine, l'aménagement de Bernard Guillaumot (l'homme de la Maison de la culture de Nanterre et des Entrepôts Lainés à Bordeaux) a pris deux années, fruit d'une collaboration constante entre les parties intéressées.

Coup de l'opération : près de 50 millions, essentiellement couverts par la municipalité, l'Etat pour sa part n'ayant déboursé que 7 millions. Après de difficiles négociations, faut-il le préciser.

En échange, ainsi que nous l'a expliqué M. Paoli, adjoint au maire pour les questions culturelles, il a accepté de donner le statut de théâtre national au théâtre de la Criée, ainsi que de prendre en charge les frais de fonctionnement... Espérons qu'il tiendra mieux ses engagements qu'au théâtre de l'Est parisien ou à Nanterre...

Didier MEREUZE

Canal 75 envahi par les CRS

VINGT-QUATRE heures, c'est le temps de parole accordé par Giscard à une radio en état de liberté.

A six heures du matin, rue Villiers-de-l'Isle-Adam (XX^e^), l'équipe de Canal 75, qui émettait sans discontinuité depuis vingt-quatre heures, a été envahie par les CRS. Nombreux cars. Rues bloquées. Le pouvoir n'a pas lésiné. En un quart d'heure, le matériel est saisi et les trois animateurs qui assuraient l'émission musicale du matin interpellés.

Les Parisiens et les banlieusards n'auront donc pas le droit à une autre information plus longtemps. Georges Sarre, Huguette Bouchardeau, Brice Lalonde, Claude Estier, Guy Konopnicki, Bernard-Henri Lévy, qui s'étaient succédé lundi à l'antenne, devront, selon le pouvoir giscardien, se contenter des radios pirates légales : Europe 1, RTL, RMC, etc., pour diffuser leurs opinions.

Canal 75 ne cesse pourtant pas la bataille. L'équipe de journalistes et le matériel sont là pour réémettre dans les prochains jours.

Voiture folle au quartier Latin

Un accident aussi insolite que grave, provoqué par une voiture folle sans chauffeur, défonçant un abribus et balayant les passagers en attente, a causé, lundi soir, en plein cœur du quartier Latin, la mort d'un homme, alors que six personnes étaient blessées dont une grièvement.

La voiture était en panne et c'est en voulant réparer le moteur, capot ouvert, que son conducteur a provoqué l'emballement du véhicule qui l'a écrasé avant de détruire l'abri d'autobus, a déclaré un employé d'un café tout proche.

Selon cet employé, la voiture, une Simca-Chrysler automatique, était immobilisée capot ouvert, à une centaine de mètres de l'abri d'autobus où stationnaient plusieurs usagers à cette heure d'affluence. Tentant de remettre le moteur en marche, son conducteur s'affairait sous le capot. Soudain, le moteur a redémarré et la voiture a commencé à rouler. Le conducteur a alors tenté de remonter à l'intérieur mais a été pris sous les roues et tué sur le coup. L'automobile qui a pris de la vitesse en descendant le boulevard Saint-Michel est venue finir sa course contre l'abri d'autobus.

Reprise des greffes du cœur aux Etats-Unis

Le professeur Norman Shumway, inventeur américain des techniques de greffes cardiaques, assisté par le docteur Bruce Reitz, vient de procéder à une double transplantation du cœur et des poumons d'un donneur, dont l'identité n'a pas été révélée, sur une femme de quarante-cinq ans.

En fauteuil roulant, elle plaide pour son mari

Il était accusé d'avoir tenté de la tuer en piégeant sa voiture boulevard Saint-Germain

CORNELIA VAN PUFFELEN, la jeune Hollandaise qui a dû être amputée des deux jambes à la suite de l'explosion de sa voiture, boulevard Saint-Germain, à Paris, le 5 octobre dernier, a garanti l'innocence de son époux qui était incarcéré à la prison de la Santé depuis l'accident.

Robert van Puffelen avait été inculpé dès le 6 octobre de tentative d'homicide volontaire et d'infraction à la législation sur les explosifs. C'est dans une petite chaise d'infirme que son épouse a été entendue pendant quatre heures dans le cabinet du juge Hanoteau, pour lui dire qu'elle ne serait pas venue à Paris défendre son mari et solliciter sa libération si elle nourrissait le moindre soupçon à son encontre.

« C'est de mon plein gré, a-t-elle précisé, *que, en sortant d'un café vers 2 heures du matin, j'ai pris le volant de la Rover 2600 rouge tandis que mon mari faisait quelques pas pour aller vérifier si la rue que nous allions emprunter n'était pas en sens interdit. »*

La thèse de Cornelia van Puffelen correspond en tous points à celle de son mari. Leur version, cependant, ne tient pas compte de l'enquête effectuée par les policiers néerlandais, qui ont découvert dans le bureau de van Puffelen une certaine quantité de TNT et le schéma d'un système de mise à feu d'une charge explosive sur un véhicule. Selon Cornelia van Puffelen, ces objets auraient été déposés par des « ennemis » de son mari, « afin de lui nuire ».

46 morts dans une prison ivoirienne

N'EN déplaise à notre président de la République, la Côte-d'Ivoire, souvent citée comme exemple d'un pays démocratique, a peu à envier à l'Ouganda ; on y meurt également en prison, et dans des conditions horribles : quarante-six personnes ont été retrouvées asphyxiées dans une cellule de la caserne de gendarmerie d'Agban, dans la banlieue d'Abidjan. Les faits, qui n'ont été portés à la connaissance du public que lundi, remonteraient à vendredi.

A la suite d'une rafle *« opérée dans le cadre de la lutte entreprise contre le banditisme »*, une centaine de personnes semblent avoir été appréhendées aux alentours de l'île Boulay, au centre de la lagune Ebrie qui borde la capitale. Cinquante-six d'entre elles auraient ensuite été transférées vers la caserne d'Agban et entassées dans une cellule de quelques mètres carrés, prévue pour six personnes au maximum. Quelques heures plus tard, on n'aurait plus trouvé que sept survivants.

Les autorités ont tout d'abord affirmé que *« les corps étaient ceux de militaires morts en manœuvre,* a déclaré un employé de la morgue de Treichville, qui a participé à la mise en bière, *mais aucune des victimes ne portait d'uniforme ».*

Embarrassé, le président Houphouët-Boigny *« a tenu à marquer sa profonde réprobation contre un tel comportement ». « Une enquête approfondie a été ordonnée,* affirme-t-il, *pour déterminer les responsabilités encourues dans cette affaire et prendre les sanctions qui s'imposent. »*

Dans un communiqué spécialement rédigé pour *Combat socialiste,* Philibert Kouassi, président du comité ivoirien Mouvement et Action politique, affirme pour sa part que la répression s'abat bien sur le peuple ivoirien lui-même : *« Depuis plus de six mois, les arrestations arbitraires et les disparitions de personnes sont devenues courantes, avant, pendant et après la période des élections »,* accuse-t-il.

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« COMBAT SOCIALISTE », 5 jours
« L'UNITÉ », hebdomadaire, le 6^e^ jour

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

La Fédération de l'Isère du Parti Socialiste
vous invite à participer à la première :

FETE FEDERALE DE LA ROSE

**SAMEDI 14 MARS 1981 à GRENOBLE
PALAIS DES SPORTS**

AU PROGRAMME

10 h : Ouverture de la fête avec de nombreux jeux pour les enfants et les adultes.
11 h : Apéritif concert.
12 h : Repas sur place.
13 h 45 : Cross de la Rose Parc Paul-Mistral
14 h 30 : Poursuite de la fête avec de nombreuses variétés
- BIG BAND JAZZ
- Patrick BOIREAUD
- Christine ORIOL

Et la garderie pour les enfants : le Théâtre du Fust.
17 h : Meeting politique avec
- Hubert DUBEDOUT député-maire de Grenoble
- Didier MIGAUD premier secrétaire fédéral
- Louis MERMAZ député-maire de Vienne, président du Conseil général, président du Comité directeur du P.S.

et Lionel JOSPIN
Premier secrétaire du Parti Socialiste

18 h : Tirage de la souscription gratuite.
18 h 30 : Julien CLERC

PRIX DES ENTREES :
30 francs ou 6 bons de souscription à 5 francs
Enfants : gratuit jusqu'à 12 ans
Une garderie de jeux et de spectacles est prévue.
Les billets sont en vente auprès de tous les militants socialistes de l'Isère.